

Parti communiste français  
Conseil national  
séance du 31 janvier 2020

## Éléments d'analyse proposés par le secteur International

*document de travail*

Ce document de travail présenté au Conseil national des 30 et 31 janvier 2020 fait état de l'évolution de la situation internationale et des rapports de force en présence.

Il développe, sur la base des orientations définies en Congrès par les communistes, une analyse politique de ces évolutions, en particulier au regard des puissantes luttes et profonds mouvements populaires et citoyens qui se sont imposés au cours des derniers mois sur tous les continents contre les inégalités sociales, la corruption et les atteintes aux droits et libertés, et contre des régimes oppresseurs : Soudan, Algérie, Liban, Irak, Iran, Chili, Colombie, Haïti...

Quels sont les traits dominants ou structurants de ces mouvements ? Quelles dynamiques, convergentes ou contradictoires, les traversent ? Que disent-ils du niveau de l'affrontement entre forces du capital et forces du travail aux échelles nationales, régionales et internationales ? Comment s'articulent à l'édification des consciences politiques les mises en mouvements exceptionnelles qui se sont déroulées lors des journées internationales de mobilisation sur le réchauffement climatique ou pour les droits des femmes et contre le patriarcat : quelles perspectives ouvrent-elles ? Quelles sont aussi les obstacles qui les freinent ? Ont-elles des interactions mais aussi quelles potentielles solidarités nouvelles recèlent-elles ?

Sur fond de militarisation accélérée des relations internationales et de fragilisation des institutions multilatérales – traits que nous avons relevés lors de la dernière séance de travail du CN consacrée aux enjeux internationaux en décembre 2014 – comment qualifier les stratégies à l'oeuvre sur la scène internationale : stratégies entre « puissances » qui ont façonné les règles et pratiques des relations internationales dans l'unique objectif de la sauvegarde leurs propres intérêts ? Comme celles qui résultent de la réémergence de puissances régionales mais aussi de l'avènement progressif de la Chine comme nouvelle puissance internationale ? Y a-t-il de nouveaux acteurs des relations internationales et quels sont-ils ?

Les « stratégies et politiques de la peur » qui nous pointions dès 2013 ont ouvert la voie aux percées des forces d'extrême droite et obscurantistes qu'il s'agisse de percées électorales avec la conquête de positions de pouvoir (en Europe, en Amérique, comme en Asie) ou de percées politiques violentes (du « djihadisme » en Orient et au Sahel, aux tentatives ou succès de putsch au Venezuela et en Bolivie) comme « réponses » aux crises tant politiques qu'économiques. Quel est l'état du rapport de force entre courants politiques au plan régionaux comme au plan international ? Qu'est-ce qui fait (encore ? toujours ?) obstacle au développement de l'internationalisme ? Comment tenter d'y remédier ?

*La « mondialisation » : de quoi s'agit-il au juste ?*

Nous suggérons, à l'appui de Fernand Braudel et des géographes marxistes qui travaillent aujourd'hui la question, que « **la mondialisation est un processus géohistorique<sup>1</sup>** » de **très longue**

<sup>1</sup> Processus géohistorique, la mondialisation est envisagée comme un système qui est à la fois politique, économique, stratégique et dont chaque phase historique présente des caractéristiques spécifiques, Voir Carroué, L. Atlas de la

**durée**, millénaire même<sup>2</sup>, « qui n'abolit ni le temps, ni l'histoire, ni l'espace, ni les distances, ni les territoires » (... ni les frontières...) et « **qui se caractérise par l'émergence progressive d'un système-monde qui confère à l'échelle mondiale un rôle croissant** ».

Mais la mondialisation « **n'est pas réductible à la seule échelle mondiale** » car les **échelles** – locales, nationales, régionales, continentales et leurs subdivisions qui **sont** elles-mêmes, et comme toutes les échelles, **des constructions politiques – s'emboîtent, s'articulent, interagissent** .

Enfin, la mondialisation parce qu'elle est « **une construction dynamique, instable et conflictuelle** » n'est « **ni automatique, ni mécanique** » mais « **le fruit de rapports de forces** ».

Nous avons affirmé notre volonté au cours des derniers congrès de nous inscrire dans les combats qui visent à « **transformer la mondialisation** »<sup>3</sup> pour « dépasser le capitalisme » c'est-à-dire à **l'émanciper des logiques capitalistes qui pèsent aujourd'hui sur le plan économique alimentant les ambitions dominatrices, impérialistes et spoliatrices en donnant de la force aux dynamiques qui au contraire la tirent vers l'entière satisfaction des besoins humains et sociaux de l'humanité tout entière, posant pour bon nombre d'entre elles l'exigence de nouveaux modes de production et de développement, de transition écologique et de nouvelles conquêtes politiques démocratiques – des lieux de travail, de vie aux institutions –, de promotions des (biens) communs**. Il s'agirait pour nous de mettre finalement « l'humain et la planète d'abord » au cœur des processus de mondialisation.

**La mondialisation est un terrain de luttes et de combats de longue haleine mais aussi d'engagements concrets immédiats.**

Ambitieuse, notre volonté de transformation nous invite toutefois à beaucoup d'humilité, de modestie, d'écoute mutuelle entre nous et avec toutes les forces qui partagent cette ambition et avec lesquelles nous échangeons ; à beaucoup de souplesse, non pour en rogner sur l'ambition, mais bien pour être attentifs et si possible au diapason des réalités complexes et contradictoires qui se déroulent ; cela contraint enfin de décentrer notre point de vue, de « désoccidentaliser » notre pensée ; c'est un effort constant à produire qui n'a rien d'évident pour personne mais qui est indispensable : nous n'avons de leçon à donner à aucun parti ou organisation politique de transformation sociale, ni à aucun peuple. C'est tout à l'honneur des communistes français depuis la création de leur parti en 1920 de s'être toujours efforcés de tenir cette ligne de conduite.

A cette heure, quelles sont les responsabilités du PCF ? Quels doivent être nos objectifs en matière de politique internationale et sa vision en la matière s'agissant des visées et de l'action de notre pays ? Quels doivent être les axes prioritaires de notre action internationale et européenne d'ici les 20 mois à venir. C'est ce que ce document met en discussion à notre Conseil national.

---

mondialisation, Editions Autrement, 2018.

2 Des travaux d'historiens et géographes de la mondialisation proposent des périodisations de la mondialisation comme processus de très longue durée ; l'une d'elles envisagent 4 stades ou phases historiques, « 4 mondialisations » : \*XVe-XVIe : les « grandes découvertes » et le commerce triangulaire ; \*1830-1970 : les empires coloniaux ; \*1970-2007 : opposition et guerre froide EU-URSS, décolonisation, offensive néolibérale et néoconservatrice, crise financière ; \*2007 à nos jours...

3 Voir texte du 38e Congrès du PCF (2018) :

[https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/pages/2820/attachments/original/1570528908/texte\\_38e\\_Congrès.pdf?1570528908](https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/pages/2820/attachments/original/1570528908/texte_38e_Congrès.pdf?1570528908). Voir également les numéros spéciaux de Cause Commune consacrés aux enjeux internationaux et européens : <https://www.causecommune-larevue.fr>

## PREMIÈRE PARTIE : CARACTÉRISATION DU CONTEXTE INTERNATIONAL

### *En prenant un peu de recul historique*

Cette année marque le 60e anniversaire des luttes de décolonisation et des premières indépendances en Afrique puis au Moyen-Orient et en Asie, qui ébranlèrent profondément les bases hégémoniques des pays occidentaux, et qui portaient déjà l'exigence de la construction d'un nouvel ordre mondial. Face à ces mouvements profonds dont les ébullitions datent des années quarante, et aux risques de recul hégémonique, la première puissance mondiale, les Etats-Unis qui sont sortis largement renforcés de la deuxième guerre mondiale (contrairement à l'URSS dont les peuples auront fourni le plus gros effort de guerre, humain et matériel) encourageront et alimenteront la dissémination de conflits militaires indirects avec l'URSS, leur rivale idéologique et économique, en même temps que par l'intermédiaire du Plan Marshall, par exemple, ou de leur mandat au Japon, ils poseront les bases de leur domination économique en Europe et en Asie.

La (contre-)offensive néolibérale sur le plan économique et néoconservatrice sur le plan idéologique des années Reagan-Thatcher (1970-1980) dont le Chili de Pinochet fut l'un des « laboratoires » aboutira en 2007-2008 à la plus grosse crise économique et financière mondiale depuis 1929.

### **1. Domination et crise du capitalisme mondialisé financiarisé**

Pendant 4 décennies, les néolibéraux ont imposé leur loi sous leur implacable férule ; franchissant après un palier dans les années 1990 en Afrique et en Europe de l'Est, après ce qu'ils considéreront comme leur plus grande victoire, l'effondrement de l'URSS et la dislocation des pays de l'Est et membres du Pacte de Varsovie. Les firmes multi- et transnationales (FTN) d'origine étatsuniennes ont donné le mouvement d'une reconfiguration de l'économie mondiale à leur profit exclusif pour faire monter leurs taux de profits en délocalisant, en utilisant les nouvelles technologies contre l'emploi, les salaires, en s'appuyant sur Wall Street et sur la domination du dollar. En outre, avec les plateformes numériques est apparu un nouveau type d'entreprise capitaliste à l'échelle mondiale.

Une plateforme est une entreprise au sens classique du terme dans la mesure où elle est une organisation qui permet de produire des biens ou des services. Mais elle est aussi un marché.

Le capitalisme numérique et ses entreprises-plateformes ne sont pas multinationales ou des transnationales comme les autres. Certes ces entités restent à base étatsunienne. Certes elles profitent et participent de la puissance économique, monétaire, militaire et culturelle des États-Unis. Mais elles sont aussi en conflit avec l'État fédéral, elles ne visent pas les mêmes objectifs politiques, ni n'ont les mêmes intérêts politiques, car elles sont globales et mondiales et elles pensent et agissent globales et mondiales. Face à cela, toutes les institutions internationales sont en crise et souvent impuissantes car elles sont inter-nationales ou intergouvernementales et un pouvoir mondial.

La seule forme institutionnelle capable de s'opposer à ce capitalisme sont « les communs » car ils sont mondiaux et dépassent comme les plateformes capitalistes la notion d'inter-national classique. Ces entreprises-plateformes, de fait, remplissent des fonctions de service public, de la donnée à l'échelle mondiale avec des outils comme les moteurs de recherche, les réseaux sociaux, le courrier électronique, le cloud... Pas question donc de les laisser au main du capital privé mais les nationaliser n'aurait guère de sens puisqu'on se situe à l'échelle mondiale. Le seul moyen d'avoir une propriété publique et une gestion démocratique est l'usage de « Communs mondiaux » – une ambition politique qui doit devenir nôtre et devrait être travaillée collectivement par le parti.

Ce capitalisme mondialisé et financiarisé, cherchant à s'accaparer en permanence les potentiels de la révolution technologique et numérique, imposant ses politiques d'ajustements structurels et poussant

à l'endettement des Etats et pays pour s'en servir ensuite comme moyens de chantage, est la source principale des désastres actuels du monde :

- il produit des tensions financières, le chômage, la précarité généralisée, la crise écologique et maintenant des guerres commerciales. L'économie occidentale ne tient debout qu'avec « les béquilles d'une création monétaire de plus en plus inefficace provoquant et préparant de nouveaux krachs » comme le souligne Denis Durand dans sa tribune récente parue dans *L'Humanité*.
- il a généré une crise sociale mondiale sans précédent : les inégalités n'en finissent pas d'exploser : comme l'indique le rapport annuel d'Oxfam, nous battons des records avec quelque 2 208 milliardaires à travers le monde qui voient, quotidiennement, leurs fortunes augmenter de 2,5 millions de dollars tandis que la moitié de la population mondiale, soit 3,4 milliards d'êtres humains vivent avec moins de 5, 50 dollars par jour. Aux inégalités sociaux économiques (classe, sexe, racisme) dans les sociétés et entre pays et régions du monde se juxtaposent des inégalités politiques : les humiliations, répressions... Cette mondialisation capitaliste a inventé le système le plus inégalitaire de notre histoire sacrifiant les capacités humaines comme celles de la planète. L'instabilité et l'insécurité humaine collective se diffusant, elles suscitent des violences généralisées, poussant les divisions à commencer par celles des forces du travail.
- il a provoqué une asphyxie du politique, une crise et des reculs démocratiques : l'ordolibéralisme s'impose par son autoritarisme. A partir du moment où il n'y a plus d'alternatives [« There is no alternative »], les débats sur les perspectives transformatrices étouffés, les consultations électorales perdent pour les citoyen-ne-s leur sens. Tout ceci a nourrit un profond sentiment de fatalité chez les peuples mais aussi de rejet et de défiance à l'égard « de la et des » politiques, et fait progresser l'idée que « les gouvernants sont au service de forces mondialisées » (sans visage...) mais aussi la prise de conscience d'une collusion, d'une connivence des classes dirigeantes (entre pouvoir politique et pouvoir économique et financier) qui s'opère sur le dos des peuples, des travailleurs, des citoyens (« Macron, président des riches »)

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la mondialisation depuis que les banques et institutions financières ont entrepris de faire payer aux peuples la crise des subprimes de 2008 en transférant sur les Etats la dette privée des banques et en déployant un véritable arsenal de « guerre sociale », pour reprendre la terminologie de Bernard Thibault, contre les forces du travail : dérégulation maximale, extension des accords de libre-échange, affaiblissement des Etats et réduction drastique des politiques et investissements publics (austérité, privatisations, optimisation fiscale), destruction des conquies sociaux et droits, « flexibilité » et précarisation de l'emploi salarié, autoritarisme et répression des contestations populaires. Cette « gestion » de la crise a contribué à un regain d'instabilité, à la réactivation des logiques de guerre et des conflits armés alors que les mécanismes de réchauffement climatique s'intensifient. C'est dans ce cadre que s'accumulent les éléments d'une nouvelle crise financière mondiale.

Comme le souligne Bernard Thibault, la part de la rémunération du travail dans le PIB mondial est passé de 75 % dans les années 1970 à 65 % au milieu des années 2000. Les enjeux et les mouvements sociaux faisant irruption au coeur de cette nouvelle phase de la mondialisation, s'est ouvert dans un temps mondial de la contestation de l'ordre existant.

Elle s'exprime par exemple avec acuité au Chili dont le mouvement populaire est engagé dans une lutte qui vise un changement de constitution pour se débarrasser en particulier du dogme d'airain du néolibéralisme que Pinochet et les siens avaient réussi à y inscrire avant de devoir quitter le pouvoir. Mais ce sont aussi les mouvements libanais et irakien qui, chacun dans leur contexte, remettent en cause un système de représentation politique confessionnel, imposé par les

Occidentaux, qui reproduit les inégalités sociales et fonctionne sur le népotisme et la corruption.

Si le capital pilote l'actuelle mondialisation avec ses pouvoirs, ses règles, ses modalités, ses institutions, il doit faire face à des résistances, à des mouvements sociaux de plus en plus prégnants. On les retrouve partout. Il y a un temps mondial de la contestation. Les peuples sont à la recherche d'idées neuves pour avoir prise sur le monde, sur leur situation et avenir politique, exigeant un renouvellement profond du politique, une demande de démocratie et une forte expression du social.

Chacun des mouvements prend racine dans la durée, et chacun correspond à son contexte et s'inscrit dans un environnement régional spécifique, mais participe, comme en 1968 ou en 2009-2011, d'une « chaîne » de contestation et mécontentement « globalisée » où un lien profond entre les politiques néolibérales autoritaires et la montée des contestations sous des formes diverses s'exprime. En Algérie, au Soudan comme en Irak, en Iran ou au Liban et en Colombie ou en Haïti, c'est la jeunesse<sup>4</sup> et les femmes qui sont les forces vives de ces mouvements.

Enfin, les journées mondiales d'action pour le climat, animées par des jeunes du monde entier, au nord comme au sud, ont réussi à mobiliser des millions d'individus, des générations nouvelles sans expériences précédentes de lutte ou d'organisation, se disant volontiers « apolitique », cherchant à donner corps à l'exigence de politiques publiques de lutte contre le réchauffement climatique, la pollution et pour la préservation des éco-systèmes et la transition énergétique<sup>5</sup>.

C'est par l'intervention d'un certain nombre de forces et d'acteurs qu'en pleine crise des Gilets Jaunes, une jonction a commencé de s'opérer en France entre enjeux climatiques et enjeux sociaux mais il n'y aura rien d'automatique si l'intervention politique se réduit à quelques bonnes formules chocs.

Les forces libérales et ultraconservatrices ont leurs projets écologiques et convoitent le contrôle idéologique et politique de ces nouvelles forces en mouvement : surfant allègrement sur les vagues de peur panique, de menace de mort imminente, de culpabilisation individuelle et collective qui épargnent les principaux facteurs du dérèglement climatique, il s'agira de « sauver » quelques-uns puisqu'on ne peut « sauver l'humanité entière trop nombreuse », il faudra « payer si on veut être préservé, protégé car il n'y aura pas assez d'argent pour tout faire ni pour tout le monde »...

Mais à l'image de l'Australie qui part en fumée, une prise de conscience a débuté : « la planète se consume des choix qui privilégient l'argent, le profit. Elle se consume de l'égoïsme de ceux (qu'Emmanuel) Macron (nomme) « les premiers de cordée ». L'absence ou la casse de services publics dignes de ce nom, et plus généralement les politiques libérales et de libre échange rendent impossible la profonde transformation des modes de production, d'échanges et de consommation qu'appelle l'urgence climatique et qui est indissociable d'une vraie réponse à l'urgence sociale à l'heure où les politiques austéritaires, partout où règne le capitalisme mondialisé, remettent en cause le pouvoir d'achat et les droits conquis en matière de chômage et de retraites, mais aussi les libertés démocratiques.

## 2. Contestations en quête de perspectives politiques

La crise et cette nouvelle phase de la mondialisation favorisent la conscientisation et les mobilisations tout en suscitant des craintes. Quoiqu'il en soit ces deux facteurs constituent le point

4 Au plan international, le taux de chômage des moins de 25 ans – y compris parmi les jeunes diplômés – est 2,5 fois plus important que dans les autres tranches d'âge. Le taux d'emploi des femmes au plan mondial demeure de 26 % inférieur à celui des hommes et l'écart de rémunération est de 20 % alors que les femmes sont surexposées aux emplois précaires.

5 Voir notamment *L'Atlas de la révolution climatique*, Hors-série de *l'Humanité*, octobre 2015

de convergence de plusieurs types de contestation face à la fuite en avant ultra-libérale .

Dans les pays du « sud », la crise de 2008 a fait des ravages considérables : les populations mesurent le décalage entre leurs espoirs et l'immobilisme créé par un ordre politique et social prédateur et autoritaire. Au plus fort de la vague néolibérale, la contestation progressiste, même profondément affaiblie, ne s'est pas tarie mettant en évidence les potentialités inédites avec un monde de partage et de coopération.

Les mouvements sociaux qui ont vu le jour en 2009, qui se sont amplifiés avec les printemps arabes de 2011, avec un fort mimétisme en Europe ou Amérique du nord, s'enracinent certes dans des circonstances particulières mais ils ont de nombreux points communs. Ce sont souvent des mouvements non structurés autour d'une idéologie, d'un parti ou d'un leader. Ils sont constitués d'une infinité de micro-stratégies, de comportements sociaux qui s'agrègent. Sur un substrat de crises économiques et sociales, d'inégalités, de corruption des classes dirigeantes, de frustrations, d'humiliation et de colère, des revendications communes voient le jour : rejet des choix économiques néolibéraux insoutenables, des institutions, du « système » et de la classe politique (*dégagisme*), défiance et délégitimation du politique, exigence de dignité, lutte de préservation de biens communs comme l'eau (au Mexique ou en Bolivie), le domaine forestier (Amazonie), lutte contre le gaz de schiste en Algérie, Maroc ou aux Etats-Unis, la lutte contre le projet de la Montagne d'or (Guyane-France)...

La recherche et la construction d'alternatives sont le défi politique et idéologique à relever pour tenter de « révolutionner la mondialisation capitaliste ». Car les contestations en soi de l'ordre dominant ne combleront pas ni systématiquement ni à bon escient les pertes de repères idéologiques et ne s'orientent pas mécaniquement vers le bien commun, des issues de gauche, et encore moins communistes.

Au « nord », la contestation de l'ordre existant, des inégalités, du « système » ne trouvent pas nécessairement de débouchés politiques, et – articulées à une profonde défiance à l'égard « de la et des » politiques –, elles profitent aux ultraconservateurs, néo-nationalistes et autres nationaux-libéraux. Le rejet et la remise en cause des politiques d'austérité ou néolibérales soufflent dans les voiles des mouvements néo-nationalistes qui se veulent et conçoivent la nation comme un « rempart contre la mondialisation » en réhabilitant les schémas racistes. Ces forces déplorent que l'Occident ne soit plus le centre du monde et entretiennent non seulement ce sentiment de « perte » mais aussi une peur panique, diffuse d'une « périphérie envahissante » source d'appauvrissement, de dangers, de déperdition ; et aliment ainsi les discours et politiques de méfiance et de haine : peur du pauvre, peur de l'étranger, du migrant, de l'immigré, peur de l'autre qui permettent aux classes dirigeantes de maintenir leurs positions. Ce courant constitue un danger extrême favorisant la montée des tensions et des divisions d'autant que ses idées gagnent des secteurs du (social- et néo-)libéralisme.

Il existe même un lien entre les politiques néolibérales et la percée des forces néo-nationalistes et d'extrême droite qui exploitent les révoltes et les ressentiments qu'engendre la mondialisation sous domination capitaliste. Ainsi, par exemple au Danemark au cours des années 2000-2010, et plus nettement après la crise, où le pays était confronté à un problème de natalité et de main d'oeuvre, le gouvernement conservateur a néanmoins, pour imposer ses réformes à l'appui d'une adhésion de l'opinion publique, argué que les nouveaux arrivants et immigrés « venaient profiter d'un système sans avoir contribué à son financement », que l'immigration – pourtant faible – « menaçait » le système de protection sociale et d'emploi « en coûtant sans rien rapporter ». S'est alors installée l'idée que « les grandes avancées sociales risquaient d'être mises à terre » afin de légitimer des restrictions de plus en plus fortes sur l'accès des migrants aux prestations sociales qui entraînent en

fait dans le cadre de restrictions budgétaires plus larges puis, ensuite, de politiques d'austérité.

Pour autant, et malgré les confusions idéologiques entretenues, malgré un rapport de forces défavorables aux forces de la gauche de transformation sociale, cette bataille politique et idéologique n'est pas jouée d'avance.

Dans notre pays par exemple, le développement et l'inscription dans la durée du mouvement hétérogène des Gilets Jaunes<sup>6</sup>, précédés par la mobilisation contre la Loi Travail et suivi par l'actuelle mobilisation historique contre la réforme des retraites, sont aussi de nature à repolitiser largement les catégories populaires et les forces du travail, à faire faire l'expérience de la lutte à des catégories et des générations nouvelles, à reconstruire du lien avec les organisations syndicales, à créer des rassemblements inédits, à travailler les consciences et éclairer sur les intérêts de classe entre des travailleurs indépendants, libéraux, « auto-entrepreneurs » et salariés, employés, cadres, techniciens et ouvriers, Français ou non.

Et dans une enquête mondiale tout juste rendue publique et conduite dans 28 pays<sup>7</sup>, 56 % des 34 000 salariés interrogés estiment que le capitalisme « apporte plus de mal que de bien » ; « un chiffre qui s'élève à 59 % des sondés parmi la tranche des travailleurs de 35 à 54 ans et qui atteint 57 % des sondés parmi les plus hauts revenus ». L'étude indique que « la peur de perdre son emploi atteint un très haut niveau avec 83% des employés du monde qui le craignent. Les principales raisons invoquées sont la crainte d'une récession, les emplois précaires, le manque de compétence, la peur de la concurrence mondiale, l'immigration (« payée moindre »), l'automatisation et les délocalisations<sup>8</sup>.

Ce sondage qu'il faudra prendre avec les précautions nécessaires indique néanmoins que ce sont l'ampleur de la crise, la détérioration des conditions de travail et la nouvelle division internationale du travail (politiques de « flexibilisation » et d'« adaptabilité », individuation et précarisation de l'emploi), les mutations du travail et enfin les décisions les règles de l'économie néolibérale capitaliste qui sont pointées comme responsables premières des menaces sur l'emploi.

Les enjeux migratoires instrumentalisés depuis plusieurs décennies – surtout à partir de la « crise du pétrole » de 1973 dans notre pays –, ne sont pourtant pas en soi une nouveauté dans l'histoire de l'humanité. Au contraire, les mouvements migratoires ont participé, participent et continueront de participer au développement et à l'histoire de la civilisation humaine<sup>9</sup>.

C'est par les conditions contemporaines et le contexte de mondialisation, dans les formes que nous lui connaissons, qu'ils constituent l'un des enjeux majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle – pas dans ces « volumes bruts » et chiffres qui peuvent être manipulés, et le sont pour justifier des mesures politiques contraires au droit.

En 2019, l'ONU estimait à 272 millions le nombre d'êtres humains sur les 7 milliards que compte la planète, soit 3,5 % de la population mondiale, en situation de mobilité, et plus précisément : pour 75 % d'entre elles, ces mobilités sont des migrations internes, et pour 25 % des migrations internationales. Les migrations, toutes catégories confondues, ont effectivement accru depuis 1975 (où elles concernaient 77 millions de personnes) à nos jours (+51 millions de personnes entre 2010

6 Lire notamment Le Hyaric, P., *Gilets Jaunes, un sursaut populaire*. Editions de l'Humanité, 2019

7 Baromètre Edelman 2020 : [https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2020-01/2020%20Edelman%20Trust%20Barometer%20Global%20Report\\_LIVE.pdf](https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2020-01/2020%20Edelman%20Trust%20Barometer%20Global%20Report_LIVE.pdf)

8 [https://www.huffingtonpost.fr/entry/barometre-edelman-capitalisme\\_fr\\_5e26b728c5b673621f7b2311](https://www.huffingtonpost.fr/entry/barometre-edelman-capitalisme_fr_5e26b728c5b673621f7b2311)

9 Un tiers de la population argentine, par exemple, est d'origine italienne ; le riche Qatar est peuplé à 80 % de travailleurs étrangers quasiment exclus de tout droit, ils sont 60 % de la population du Koweït et 30 % en Arabie saoudite.

et 2019) mais il faut tenir compte de plusieurs éléments de contextualisation pour bien saisir la question politique posée.

Premièrement, en 1900, les flux migratoires concernaient plus de population (5 % de la population mondiale) dans une humanité moins nombreuse. Deuxièmement en vingt ans, nous sommes entrés dans une « nouvelle ère de migration de masse »<sup>10</sup> s'étendant à des régions du monde jusqu'alors « peu touchées » (les pays dits émergents en l'occurrence) et « les mouvements migratoires se caractérisent par de nouvelles configurations : Sud-Sud<sup>11</sup>, Nord-Nord, Sud-Nord et Nord-Sud ». Troisièmement, les flux migratoires englobent des situations de plus en plus diverses en terme de catégories de migrants (diplômés, femmes et jeunes mineurs isolés, professionnels de la santé...), des motifs, durée de migration et statuts des migrants. Quatrièmement, si au milieu des années 1960, une distinction (de catégorie sociale, de statut et de représentation) s'établissait entre les ouvriers agricoles marocains et les réfugiés politiques brésiliens, aujourd'hui « réfugiés et travailleurs se confondent sociologiquement ». Cinquièmement, dans l'UE qui compte une population de 500 millions de personnes, 21 millions de résidents étrangers recensés en 2016 provenaient de pays hors de l'UE (soit un peu plus de 4% de la population européenne) et presque autant, 16 millions de pays membres de l'UE.

Le motif principal de mobilité reste actuellement le travail mais les zones de conflit se multipliant et le réchauffement climatique s'aggravant, le flux de réfugiés augmentent dans un contexte d'absence de solidarité des pays « riches » inadmissible et dénoncé par l'ONU encore dernièrement.

En effet, selon le HCR, 70, 8 millions de personnes étaient déracinés en 2018, cela fait 2 fois plus qu'il y a 20 ans. Parmi elles, 41,3 millions sont des déplacés internes. Les millions de Palestiniens, Afghans, Irakiens, Syriens, Soudanais, Somaliens jetés sur les routes de l'exil illustrent à leur simple mention la responsabilité et l'impact des interventions et occupations militaires occidentales dans leur pays ou du soutien à leur régime dictatorial par les mêmes puissances. Or, 85% des réfugiés vivent dans des pays limitrophes de leur pays d'origine et n'atteignent jamais l'Europe, ni cherchent à le faire – il faut de l'argent pour cela. Les déracinés arrivent souvent dans des pays non signataires de la convention de Genève sur le droit d'asile, des pays en difficultés économiques sociales et politiques, quelquefois même également en conflit ainsi qu'on le voit en Libye actuellement.

Certes, la « loi du marché » porte en elle une vision utilitariste et cynique des migrants pour servir les politiques libérales comme force de travail « à bas coût » dont elle se sert pour attaquer les droits de tous les travailleurs mais les politiques migratoires françaises de 1974 à 2004 ont consisté à fermer totalement les frontières à de nouveaux arrivants, accélérant par là-même le regroupement familial mais surtout développant l'immigration irrégulière. Depuis 10 ans, 200 000 entrées légales ont été recensées en France, et pour 40%, elles concernent des Européens.

L'effondrement de l'URSS, les bouleversements des pays de l'Est et la guerre en ex-Yougoslavie ont entraîné l'apparition de milliers de kilomètres de frontières nouvelles et des déplacements importants de population. C'est à ce moment-là que l'Union européenne, en charge du contrôle des frontières extérieures de l'UE, a organisé un durcissement considérable des politiques migratoires.

C'est la période où tombent directives sur directives, et se mettent en place les dispositifs, visas Schengen, fichages, règlements de Dublin, accords du Touquet, contrôles externalisés dans les pays de départ avec pour seul but de « protéger » l'Europe de l'arrivée d'exilés. Les réponses apportées aux déplacements de population provoqués par la guerre en Syrie sont la terrible manifestation de politiques bafouant les droits humains universels, le droit international, monnayant même la

10 Catherine Withold de Wenden in *Atlas des migrations* (2016)

11 87 % des migrations africaines se font sur le continent africain lui-même.

question politique avec les pays de premier accueil... Cette politique sécuritaire a coûté 15 milliards d'euros depuis 2000 alors qu'on estime à 30 000 femmes, hommes et enfants (plus de 45 000 si l'on prend en compte les noyés de la mer d'Anjouan) ont péri en tentant la traversée de la Méditerranée.

L'UE devient alors le symbole du repli sur soi et l'une des routes les plus dangereuses de migration. C'est finalement en accélérant la construction de cette « Europe forteresse » qu'elle permet aux forces ultra-conservatrices et d'extrême-droite prospérer.

Ainsi ces politiques hostiles à des voies légales et sécurisées<sup>12</sup> de migration constituent un des grands paradoxes dans une mondialisation de type capitaliste qui valorise la mobilité, voire en fait un facteur de modernité, de réussite alors que les conditions d'arrivée sont de plus en plus difficiles et que celles et ceux qui circulent ont beaucoup moins de droits que les sédentaires.

La mondialisation capitaliste constitue un tournant vertigineux et suscite donc plusieurs types de réactions et visions du monde au sein des peuples :

1. le renfermement, le repli, le nationalisme et la recherche de boucs émissaires que les politiques et stratégies de la peur ("lutte internationale contre le terrorisme") ont suscité et alimenté ;
2. la nostalgie d'un monde bipolaire idéalisé (dont les contradictions ont été gommées) et la recherche de solutions simples (prégnance de l'archétype réactionnaire du "bon sens" du type : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ») ;
3. la paralysie, l'indifférence, la recherche de solution individuelle au besoin par l'adhésion aux logiques dominantes ;
4. mais aussi, mais dans un rapport de force pour l'heure défavorable, la résistance et la recherche d'alternative transformatrice et émancipatrice ;

Les classes dominantes qu'elles se fractionnent politiquement entre néo-conservateurs, ultra-libéraux, néo-nationalistes ou socio-libéraux, font consensus pour prolonger le mythe d'un monde dont il y aurait tout à craindre, un « monde » impossible à changer fondamentalement et dont il n'y aurait pas grand chose à espérer.

### **3. Affaiblissement de la « puissance », regain militaire et nouveaux clivages**

Le capitalisme mondialisé est également à l'origine de transformations majeures dont nous ne pouvons occulter la portée pour la compréhension du monde d'aujourd'hui. Il marque un tournant dans les relations internationales les rendant souvent difficiles à appréhender. Nous vivons effectivement à l'intersection de deux mondes :

Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle le monde s'est organisé autour de la juxtaposition d'unités territoriales souveraines, délimitées et concurrentes. Les Etats-nations en constituent l'expression. La bipolarisation Est-Ouest, avec ses affiliations obligées, en a été une forme, aujourd'hui définitivement révolue.

Sans disparaître pour autant, les Etats-nations sont aujourd'hui fragilisés par les décennies de politiques néo-libérales qui les ont appauvris et affaiblis, et leur souveraineté mise au défi par les interdépendances croissantes que tisse la mondialisation mais aussi par l'éruption des revendications indépendantistes ou séparatistes (en Europe notamment), et par l'émergence des acteurs nouveaux et non-étatiques des relations internationales, potentiellement bénéfiques comme les ONG, foncièrement nocives comme les « entrepreneurs de violence et de guerre » (djihadistes, milices et

<sup>12</sup> Voir la contribution du PCF sur les enjeux migratoires publiée en avril 2018 : [http://international.pcf.fr/sites/default/files/manifeste-web\\_1.pdf](http://international.pcf.fr/sites/default/files/manifeste-web_1.pdf), et Le Hyaric, P., *Et nos frères pourtant...*, Editions l'Humanité, 2018.

armées privées au service de FTN...).

Sous l'impulsion des orientations dominantes depuis le tournant de 2008, s'est développée une dynamique de re-militarisation intensive des relations internationales et de surarmement pour peser dans les rapports de force entre puissances. Le dollar domine toujours l'économie mondiale, et l'exterritorialité des lois étatsuniennes maintient leur domination sur les économies de leur rivaux, concurrents, adversaires et alliés ! Mais les enjeux sociaux et écologiques s'imposent progressivement comme les enjeux centraux des politiques et relations internationales.

La guerre est devenue une compétition de faiblesses et rares sont celles qui désormais connaissent de véritables fins. Le monde de la guerre est de moins en moins celui d'affrontements directs entre Etats puissants ou entre un Etat puissant terrassant un plus faible. Les nouveaux conflits sont d'extraction sociale mobilisant des milices, des seigneurs de guerre plus que des armées (Syrie, Libye, Centrafrique, Sahel). Les conflits sont alimentés par les faiblesses sociales et institutionnelles plus que par la puissance. Cela contribue à la fragmentation et à l'émergence de sociétés guerrières.

Après la chute du mur de Berlin, le clivage Est/Ouest est devenu graduellement secondaire même s'il demeure dans les schémas de pensée des dirigeants occidentaux. Le clivage Nord/Sud a en revanche pris une signification nouvelle et se renforce.

Entre les Etats et puissances à l'origine du système international hiérarchisé actuel et ceux qui ont vécu sous la domination, l'ont combattue et dont les peuples subi l'humiliation. Le vent tourne en faveur de ces derniers : majoritaires sur le plan démographique, ils constituent les puissances émergentes sur le plan économique des années 2000, leurs territoire et sous-sols recèlent les principales ressources énergétiques mondiales, les avancées sociales mais aussi leur volonté politique dans un certain nombre d'entre eux ont élevé leurs capacités à « s'intégrer à la mondialisation capitaliste » comme un acteur de cette globalisation économique et non un sujet ; leur rôle régional respectif sous-tend désormais les principaux enjeux internationaux et de conflictualité.

Cette dynamique a renforcé les possibilités d'émergence ou de redéfinition des relations internationales, de leurs règles et institutions. Certains d'entre eux se sont intégrés à la mondialisation capitaliste, sont devenus des acteurs de cette globalisation souvent sans volonté particulière d'une quelconque portée anti-système.

Cette nouvelle phase de la mondialisation porte en elle sur le plan économique sous domination capitaliste de nouvelles phases de régressions économiques, sociales, démocratiques et de risques de plus en plus vifs pour la paix. Elle est alors aussi source de contestations qui ne sont pas progressistes. Mais les luttes et mouvements populaires actuels aux 4 coins du monde portent l'aspiration à des transformations révolutionnaires bien qu'elles peinent à se concrétiser sur le plan politique.

## **DEUXIÈME PARTIE : PUISSANCES, PÔLES, MULTILATÉRALISMES**

En fait de monde « apolaire » (Fabius : 2014), c'est une multipolarisation du monde que nous sommes en train de vivre. Plutôt que le déplorer ou de déplorer la perte d'une puissance hégémonique, d'un leader mondial incontestable, comme l'impose l'idéologie dominante, peut-être faut-il y voir un potentiel transformateur – à condition que les peuples et les forces du travail en soient maîtres – d'émancipation de la mondialisation des logiques capitalistes.

Cependant, et c'est la contradiction, il ne s'agira pas de « choisir un camp contre un autre » comme l'ont laissé croire les décennies d'opposition URSS/USA mais de construire le chemin de lutte vers un nouvel ordre mondial à partir d'une toute nouvelle conception des relations internationales – dont on retrouve d'ailleurs les principes énoncés dans la Charte des Nations unies.

Afin d'entrer dans le vif du sujet, nous avons délibérément choisi de partir de la situation du Maghreb, Proche et du Moyen-Orient qui est l'un des théâtres principaux des logiques actuelles de rapports de forces entre puissances, et entre Etats-nations et nouveaux acteurs des relations internationales, et dont les peuples affrontent avec courage des décennies de conflits, de misère, d'humiliation, de dictatures ou tyrannies mais poursuivent générations après générations la lutte pour leur émancipation.

## **1. Maghreb-Moyen-Orient**

Voici un siècle que des ruines de l'Empire ottoman puis sous le joug de la domination impérialiste occidentale, les peuples du Moyen-Orient paient au centuple leur combat anticolonial pour leur indépendance et souveraineté par des guerres sans fin (Afghanistan, Iran/Irak, Liban, Palestine, Kurdistan) et des ingérences étrangères qui les maintient dans une souffrance infinie.

Si la période qui a suivi la décolonisation s'est traduite par une amélioration des conditions de vie de la population, une politique étrangère indépendante comme par exemple en Egypte, le manque de liberté et un appareil policier puissant a imprégné nombre de forces politiques au pouvoir dans les années 1960-1970.

Dès les années 1980, plusieurs facteurs de crise ont émergé :

- L'échec du modèle de l'Etat-nation, qui a été imposé par les forces coloniales, constitue un facteur de déstabilisation majeur de la région alors que des peuples comme les Palestiniens et les Kurdes ont été privés de leurs droits politiques.
- La défaite arabe face à Israël, la disparition de grands leaders comme la crise grandissante des pays socialistes allaient marquer un tournant. Des idéologies comme le nassérisme ou le baasisme ne parviennent pas à faire souche.
- La crise pétrolière de 1973 donnait aux monarchies du Golfe un poids plus important au détriment des puissances traditionnelles.
- A l'échelle internationale, la mondialisation et le triomphe du néolibéralisme ont imposé le consensus de Washington et les plans du FMI qui se sont traduits par le saccage des services publics et la dilapidation des ressources et richesses nationales. Les élites arabes regardaient vers Washington trahissant le nationalisme, le soutien à la Palestine. Les libertés n'y ont rien gagné.

Le néo-libéralisme s'est révélé désastreux pour les peuples. Le Maghreb et le Moyen-Orient constituent l'espace le plus inégalitaire du monde. Au moment où surgit une seconde vague de protestations, les pouvoirs en place sont encore plus affaiblis. L'effondrement des prix du pétrole en 2014 les prive d'un filet de sécurité. La méfiance frappe l'ensemble de la classe dirigeante qui se serre les coudes.

Plusieurs facteurs expliquent la montée de l'islamisme qui a une longue histoire de prise en charge de la contestation notamment durant la période coloniale. Alors que les systèmes politiques en place n'ont pas su renouveler leur vision, qu'ils ont liquidé toutes formes d'opposition, les mouvements islamistes, avec parfois le soutien des puissances occidentales et des pouvoirs en place, ont occupé

le terrain au détriment des forces communistes et progressistes éradiquées par les régimes – quelquefois avec l'aide des courants islamistes.

L'absence d'alternatives progressistes a constitué pour eux un formidable appel d'autant que les organisations islamistes constituaient la seule force d'opposition structurée. Ils ont fructifié sur les frustrations, les souffrances sociales et la misère. Partout où ils participent au pouvoir, ils mettent en oeuvre des politiques ultra-libérales ainsi que des orientations régressives, obscurantistes écrasant toutes les libertés. C'est notamment le cas du djihadisme radical qu'incarne Al Qaïda ou l'Etat islamique.

Alors que la maintien des élites en place signifie l'extension du chaos au profit des islamistes, émerge en 2011 l'exigence de changements profonds avec la mise en place d'une culture pluraliste, la nécessité d'un développement économique national fondé sur la satisfaction des besoins ce qui nécessite une rupture avec les logiques néolibérales.

Une première vague de contestation débute en 2010-2011 provoquant la chute des dictatures en Tunisie, en Egypte, en Libye et au Yémen. Elle conduit aussi à l'ébranlement de Bahreïn et de la Syrie sans parler des contestations au Maroc, en Algérie, en Irak ou au Soudan.

Certaines de ces révolutions ont accéléré la fragmentation des Etats (Yémen, Syrie). D'autres pays ont connu des contre-révolutions sanglantes (Egypte) avec un mélange de répression, d'injection d'argent en provenance des pays du Golfe et des concessions plus ou moins formelles alors que l'épouvantail des guerres civiles agissait comme une mise en garde faite aux contestataires

Une deuxième vague de contestation débute en 2019. Ceux qui se faisaient des illusions sur la « stabilité retrouvée » dans la région ont déchanté. Le Soudan a abattu la dictature d'Omar Al-Bachir ; une vague de protestation massive, exceptionnelle par sa durée, sa créativité et sa radicalité se poursuit en Algérie. Le peuple irakien s'insurge comme les Iraniens et les Libanais en dépit d'une sauvage répression. On retrouve les mêmes mots d'ordre : « qu'ils partent tous ». Même les Egyptiens ont repris la rue en septembre.

S'il est difficile de prévoir l'évolution de ces contestations, ces deux vagues présentent des différences et des analogies.

Les révolutions arabes de 2011 s'inscrivaient dans une perspective globale d'évolution pour intégrer le monde démocratique. L'ère n'est plus à un tel optimisme d'où la tentation de lire les contestations dans leur strict cadre national (Algérie, Soudan).

Les analogies sont considérables. Des coalitions interclasses, inter-genres, inter-génération se constituent rapidement et spontanément paralysant les pouvoirs et les contraignant à s'exposer. Un « dédagisme » est partout à l'ordre du jour avec la nécessité de « changer le système » voire de « rendre le pouvoir au peuple ». Ces mouvements sont parvenus à résister aux divisions sur des bases confessionnelles et à la menace du complot étranger. Le clivage islamistes/laïcs est presque absent dans ces luttes. Partout la collusion entre les forces de l'argent et les pouvoirs politiques corrompus qui accaparent les richesses est mise en évidence alors que les politiques néo-libérales sont rejetées. Tous exigent plus de démocratie, de liberté, de dignité, d'égalité témoignant de leur capacité à se penser comme une société de citoyens sans produire des alternatives politiques transformatrices viables.

Pendant ce temps, l'état de violence se poursuit en Libye, au Yémen, en Syrie. L'alliance stratégique qui lie l'Arabie saoudite, les Etats-Unis, l'Egypte et Israël n'est pas prête de se dissoudre même si elle n'a plus la solidité d'antan. Les Etats-Unis après avoir rompu unilatéralement l'accord sur le

nucléaire iranien et imposé des sanctions économiques drastiques à l'Iran provoque une dangereuse escalade et de nouvelles menaces de conflits.

Quant à la Turquie, tout en apportant son soutien actif aux organisations djihadistes, elle mène une politique répressive sans précédent : 150 000 personnes ont été emprisonnées depuis 2016, 150 000 personnes ont été limogées de leur emploi. Elle a relancé la guerre ouverte contre le peuple kurde et poursuit son expansionnisme en Irak, en Syrie plus particulièrement au Rojava, et maintenant en Libye ouvrant un nouveau front en Méditerranée orientale. La Turquie caresse des projets hégémoniques tout en s'estimant porteuse d'une mission historique.

Si les mouvements de 2011 et celle de 2019 marquent dans les pays en lutte un recul des forces djihadistes, la brutalisation des sociétés, les guerres continuelles ne peuvent que susciter leur résurgence et affaiblir les processus révolutionnaires.

Dans la contestation de 2011 le djihad avait disparu semblant marquer la fin du processus de brutalisation. Ces mouvements islamistes sont cependant suffisamment forts pour hypothéquer les processus révolutionnaires.

La persistance des ingérences étrangères contribuent également à la fragmentation et à la déstabilisation. Les puissances mondiales ont emprunté deux voies : d'une part, les Etats-Unis, sur le retrait partiel, qui ont choisi la voie de l'unilatéralisme. Cette politique a été très coûteuse pour des résultats défavorables dans le nouvel équilibre. D'autre part, la Russie qui a choisi une voie plus habile. Elle s'appuie sur les puissances locales, en l'occurrence la Turquie et l'Iran. Cela ne veut pas dire que la Turquie et l'Iran soient alliés de la Russie. La notion d'alliance est en train d'être dépassée. Cela veut dire qu'il y a un minimum de connivences entre ces trois Etats pour que rien de sérieux ne soit entrepris sans concertation et consensus minimal. Moyennant quoi, ces trois puissances peuvent tirer des dividendes supérieures à ceux des Etats-Unis.

## **2. L'AFRIQUE**

Le continent africain est au carrefour de l'impérialisme occidental et confronté au libre-échange imposé à marche forcée et que les fameux Accords de partenariats économiques mis en place par l'Union européenne, de même que les différents programmes des institutions de Bretton Woods (Banque mondiale, Fond monétaire international).

Le chaos néolibéral déstructure les sociétés africaines, et impose un modèle économique et culturel extraverti, de pillage du sol et du sous-sol, de prédation des ressources et d'exploitation des hommes. Il favorise les inégalités, la précarité de la vie et amplifie les maux que nous connaissons ici, et qui en Afrique s'en trouvent encore plus démultipliés, avec la destruction des écosystèmes, de la biodiversité, et des niveaux de pollutions jamais atteints. Dorénavant, sur le continent africain on meurt davantage des conséquences de la pollution de l'air que de la faim.

Les forces réactionnaires et d'extrême droite de toute l'Europe jouent sur les manipulations et les peurs au sujet des migrants. Elles présentent l'Afrique comme porteuse de graves « périls migratoires pour l'Europe ». La réalité est loin de ce présentation outrancière : les causes principales qui poussent des familles ou des jeunes sur les routes de l'exil sont connues : conflits, dictatures, chômage et absence de perspective. La migration touche moins de 3 % de la population du continent. Et l'immense majorité des migrants africains reste en Afrique !

Le chaos néolibéral vient nourrir un terreau favorable aux conflits et aux déstabilisations ; elle est

devenu le terrain de jeu des multiples « entrepreneurs de violence » qui essaient, de la Centrafrique à la RDC, de la Libye au Golfe de Guinée. Le Sahel en est le symptôme le plus évident. Après la guerre destructrice contre la Libye, l'intervention militaire comme seule réponse au Mali et dans la sous-région tourne à l'échec<sup>13</sup>.

L'Afrique, dans sa diversité, de par son histoire, a de nombreux atouts sur les plans culturel, économique, social, pour résister aux politiques néo-libérales et construire des perspectives de développement harmonieux, de paix, de réponses aux besoins humains, de droit et de solidarité.

Il faut en Afrique et partout dans le monde sécuriser la vie, mettre en place des systèmes de protection sociale solidaires et de retraites adaptées, initier un nouveau modèle agricole, développer des services publics, des industries qui bénéficient du transfert de technologies. Pour que les pays et les peuples africains aient les moyens concrets d'atteindre ces objectifs il s'agit, ici comme là-bas, d'intensifier la lutte contre l'évasion et le dumping fiscal tout comme il faudra mettre en œuvre des logiques de coopérations radicalement différentes à celles en vigueur aujourd'hui. La gauche de transformation sociale s'emploie là où elle en a les forces à répondre à ces enjeux.

Sur le terrain, les forces progressistes africaines qui se battent sur le continent à travers des partis politiques, des syndicats, des associations de base pour l'édification d'une société africaine libre, pacifique, juste et démocratique ont besoin de la solidarité et du soutien concret des forces de gauche.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler le pré carré français, la fin de l'année 2019 a été marquée par la l'annonce de la prochaine réforme du Franc CFA. L'objectif de cette réforme est multiple. Elle répond à l'hostilité croissante des populations africaines envers la politique française et les pouvoirs qui y apparaissent liés. Elle vise également à court-circuiter le projet de monnaie de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, dont 7 pays n'ont pas le CFA comme monnaie) qui était en pourparlers et devait s'appeler ECO...

Le projet a été construit loin des regards. L'annonce faite à Abidjan avec l'ultra-libéral Alassane Ouattara, installé par les chars français en 2011, ne doit rien au hasard. Une fois de plus, les peuples africains n'ont pas été conviés aux discussions. Ils auront tout juste le droit d'apprendre dans la presse ce que Paris, Bruxelles et quelques dirigeants africains bien choisis, ont décidé pour eux.

Les symboles les plus visibles de la domination sont abandonnés : l'UEMOA ne sera plus obligée de déposer la moitié de ses réserves de change au trésor français et il n'y aura plus de représentants français dans ses instances. Mais si le nom de la monnaie change, les amarres ne sont pas rompues.

La « rénovation » du CFA laisse aussi de côté la question de la transférabilité qui permet aux entreprises notamment multinationales de soustraire leurs bénéfices aux pays africains, et fait l'impasse sur le manque criant d'échanges économiques entre pays africains. Enfin la France garde son rôle de « garant » de cette monnaie ce qui dans la pratique lui donne un rôle de gendarme monétaire autrement plus efficace que les quelques sièges dans les instances africaines auxquelles elle déclare renoncer.

Est-ce à dire que tout change pour que rien ne change ? L'État français est à la manœuvre parce qu'il n'a plus le choix. Il tente de devancer l'aspiration grandissante des pays africains à la souveraineté politique et économique.

Alors que certains pensaient le FCFA comme immuable, ce qui vient de se passer à valeur de

---

13 Pour approfondir, voir la note de synthèse sur la situation au Sahel d'avril 2019 toujours d'actualité : <http://international.pcf.fr/111392>

démonstration. Certes, ce n'est pas la réforme de progrès attendue par les populations. Mais les lignes bougent et il sera possible demain de gagner en souveraineté, de se défaire des griffes monétaires et dominations extérieures.

Un vaste chantier s'ouvre qui nécessitera implications et prises de consciences. En Afrique comme ailleurs la politique monétaire doit être mobilisée pour un véritable développement économique au service de l'humain et de l'environnement.

Au Sahel, depuis 2013, date de l'opération Serval, 38 militaires français ont trouvé la mort dans la région. Des centaines de militaires maliens et de la Mission de stabilisation des Nations unies au Mali (Minusma) ainsi que des milliers de civils ont subi le même sort. Au Burkina Faso, la violence armée a fait des centaines de morts, des milliers de blessés et poussé près d'un demi-million de personnes à prendre la fuite pour trouver refuge ailleurs dans le pays. Aujourd'hui, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, plus de cinq millions de personnes dépendent entièrement de l'assistance humanitaire. Ce sont des centaines de milliers de familles qui ont tout perdu en fuyant les violences.

Il est maintenant établi que malgré la présence de la force Barkhane et ses 4 500 hommes et de la Minusma et ses 13 000 soldats, le Sahel connaît une déstabilisation lente et diffuse. Le scénario que l'on pouvait redouter au lendemain de l'intervention militaire française au Mali se déroule dangereusement. Comme une évidence, la seule réponse militaire est un échec. Il ne suffit pas de signer des traités laissant à l'armée française toute latitude pour aller et venir et occuper le terrain, pour sortir la sous-région du guêpier.

Les solutions sont ailleurs, dans la réponse aux immenses défis sociaux, économiques, environnementaux, pour donner des perspectives aux Sahéliens, singulièrement aux jeunes.

Les situations des peuples d'Afrique, du Maghreb et du Moyen-Orient mettent en lumière l'état du rapport de force global. Mais toujours en mouvement, notamment du fait des résistances populaires, elles ouvrent aussi des brèches qui autorisent à envisager des perspectives d'évolution favorables aux luttes des peuples et des travailleurs, à condition d'identifier les évolutions, aussi, des stratégies de puissance et d'hégémonie à l'oeuvre.

### 3. LES ETATS-UNIS

Première puissance mondiale économique et militaire, chantre du capitalisme, les Etats-Unis sous l'Administration Trump entendent restaurer leur hégémonie sans partage sur les peuples et pays du monde. La politique étrangère de Trump produit le paradoxe de voir la puissance qui a pour l'essentiel façonné et conditionné le cadre et les règles des relations internationales depuis 1945 le contester aujourd'hui fondamentalement pour assouvir son rêve de « suprématie globale permanente<sup>14</sup> ».

À l'occasion de son discours d'investiture en janvier 2017, Donald Trump exposait sa vision du monde qui se réduirait à deux catégories de pays, « ceux qui auraient des comptes à rendre aux Etats-Unis, et ceux qui au contraire méritent leur soutien ». Le 45<sup>e</sup> président des Etats-Unis rappela à qui voulait encore l'ignorer que « le fondement de (sa) politique sera une totale allégeance aux Etats-Unis d'Amérique et grâce à notre loyauté au pays, nous redécouvrirons la loyauté envers les uns les autres » mais pour préciser : « nous conforterons certaines de nos alliances, et nous en nouerons de nouvelles », ce qui n'a pas manqué de jeter le trouble parmi nombre de dirigeants

14 Michael Klare in Badie B. & Vidal D., *Fin du Leadership américain ? L'état du monde 2020*, Editions La Découverte, pp. 95-102.

d'Etats pro-atlantistes en particulier en Europe, trouble confirmé par les difficultés créées par les choix américains de ces 3 dernières années et la « méthode Trump » – la menace et le chantage, le « deal » négocié en catimini et imposé à tous au mépris du droit international. Mais les dirigeants pro-Atlantistes occidentaux n'ont guère contesté le fond de ces décisions – hormis celle de la rupture unilatérale des Accords de Paris (COP21) et de l'Accord sur le nucléaire iranien obtenus par l'action multilatérale. A l'exercice du pouvoir la nouvelle administration américaine est aussi confrontée à ses contradictions internes dans la poursuite de son objectif de domination absolue.

Les déclarations de Trump sur l'OTAN n'ont pas trompé grand monde, pas plus que la formule fracassante d'Emmanuel Macron la déclarant en « mort cérébrale ». Il ne s'est jamais agi pour les Etats-Unis d'en finir avec l'OTAN, il s'agit de passer à un stade supérieur de sous-traitance – matérielle et budgétaire – aux pays membres, des choix stratégiques, militaires et diplomatiques états-uniens sauvegardant les intérêts propres des EU. Il n'en a jamais été réellement autrement mais cela redevient, sous l'impulsion de Donald Trump, l'alpha et l'omega assumé de la politique américaine avec brutalité et cynisme qui se manifestent tant au Venezuela, en Bolivie, que contre Cuba mais aussi à l'égard de son voisin, le Mexique et ses ressortissants migrants, contre l'Iran ou la Chine ou encore, sans maquillage, contre ses propres alliés. L'Union européenne a beau avoir arrimé sa politique de sécurité et défense à l'OTAN, conditionné ses nouvelles adhésions à l'adhésion à l'OTAN, ses Etats-membres ont beau atteindre l'objectif de 2% du PIB consacrés aux dépenses militaires, les EU considèrent l'UE somme toute comme une rivale, et Trump la traite en concurrente sournoise. Mais c'est la Chine qui est la priorité étatsunienne et l'une des raisons de fond de la violente contre-offensive des Etats-Unis en Amérique latine réside dans le développement des investissements chinois, multipliés par 20 en 17 ans, sur ce continent. L'Administration Trump qui en avril 2019 a qualifié Pékin « désormais » d' « adversaire stratégique »<sup>15</sup>.

Le prétendu « héraut de l'anti-système » élu à la Maison-Blanche en 2016 a mis en place à la tête de son pays, et c'est *Le Figaro* qui qualifie ainsi ce nouveau gouvernement, un véritable « club de milliardaires », un « cabinet Goldman Sachs », un « gouvernement de guerre » a dit-il lui-même.

Constitué de financiers, lobbyistes et dirigeants de grands groupes (notamment pétroliers ou BTP) américains multipliant les cas de conflits d'intérêts, mais aussi de militaires tantôt obsédés par la Chine, tantôt par l'Iran, tantôt par la Russie, qui se sont confirmés tous plus bellicistes les uns que les autres et qui ont commencé par obtenir la plus forte augmentation du budget américain de la Défense de son histoire récente ; appuyé par l'extrême droite et les églises Evangélistes, Trump sera le premier président de l'histoire de son pays à participer à une manifestation contre l'IVG. Le choix des dirigeants des agences gouvernementales américaines comme la CIA ou de juge à la Cour Suprême a complété le dispositif « de guerre » et chaque initiative – unilatérale – prise a confirmé des prétentions hégémoniques qui se révèlent en inadéquation complète avec le contexte international.

L'Administration Trump a conscience de la contestation de l'hégémonie américaine et de la crise qu'elle traverse. Avec un budget annuel de 686 milliards de dollars (11 fois plus que celui de l'éducation), les forces armées US comptent 1,5 million de personnels répartis sur tous les continents du monde dont au moins 20 % d'entre eux dans près de 800 bases, selon certaines sources, dans 164 pays d'après le Département d'Etat lui-même... les Etats-Unis n'ont pourtant aucune victoire militaire à leur actif depuis le lancement de la « guerre internationale contre le terrorisme ».

Qui plus est, l'hégémonie US qui s'appuie sur sa force de frappe économique, politique et militaire, et qui a formaté pour l'essentiel les relations internationales et dominé ses institutions multilatérales ne survit plus aujourd'hui qu'en les piétinant.

15 Note de Janette Habel (mai 2019) citant "Is Latin América still the United States backyard ?", RIS N°117, 2018 : le commerce entre la Chine et l'Amérique latine est passé de 12 milliards de\$ en 2000 à 280 milliards de \$ en 2017.

Les Etats-Unis continuent de jouer un rôle déterminant dans la mondialisation telle qu'elle existe. Si pour une part Trump déploie une diplomatie à visée électoraliste puisque son électorat considère que l'interventionnisme coûte cher et est une source d'échec, il s'est néanmoins fixé comme objectif de rassoir la domination absolue états-unienne directe ou indirecte sur l'ensemble du monde, via l'OTAN ou ses soutiens aux extrêmes droites au pouvoir ou dans l'opposition. Trump fonde sa conception de la politique étrangère comme un businessman vorace mais l'Etat-Major ou le Département d'Etat adaptent leur stratégies et objectifs politiques avec leur maturité légendaire comme l'exemple bolivien vient de le démontrer, et ce malgré les coups portés par Trump lui-même à la parole étasunienne par exemple lors de l'invasion turque de la Syrie.

Habiles malgré là aussi les apparences, Donald Trump et le pouvoir qu'il incarne manient la peur de la « mondialisation », d'un monde qui « vous échappe ».

Porté par des conceptions ultraconservatrices et ethnocentriste – pour ne pas dire xénophobe –, adepte du « chocs des civilisations » d'Huttington, l'Administration Trump veut en finir définitivement avec le multilatéralisme issu de l'après 2e Guerre mondiale et multiplie les actions en ce sens contre les accords de Paris, contre l'accord sur le nucléaire iranien, contre les accords d'Oslo ou les résolutions internationales sur la Palestine, avec les accords sur les missiles de portée intermédiaire, avec la Corée du Nord où il ne vise pas la chute du régime mais qui entre dans la stratégie d'isolement de la Chine, avec la Chine qu'il provoque en duel commercial avec les dégâts collatéraux que l'on sait pour les pays de l'UE et l'économie américaine elle-même ; on peut encore citer son incursion dans la crise UE-Grande-Bretagne à l'heure du Brexit, ou les nouvelles relations établies avec la Russie de Vladimir Poutine.

Là où l'Administration Trump veut un ordre régi par les Etats-Unis et ses sous-traitants, Emmanuel Macron milite pour un « minilatéralisme », un multilatéralisme de clubs (du G7 au G20 tel que la présidente française a conçue et dirigé la formule 2019) où les puissances se mettent d'accord, transigent éventuellement sur leurs désaccords et donnent le *la* au reste du monde. Ensemble cependant ils participent d'une sur-militarisation des relations internationales et d'une nouvelle course aux armements : la France était en 2018 le 5e budget militaire (à hauteur de 63, 8 milliards de dollars) au plan mondial après les EU, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde et juste avant la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon.

Qu'il s'agisse d'opérations extérieures sous égide de l'OTAN, de l'UE ou de l'ONU, la France est présente dans 3 régions hautement conflictuelles : le Sahel, le Proche-Orient et les Etats baltes ; au total, sur 33 000 militaires français engagés, 13 000 le sont à l'étranger tandis que 20 000 sont en territoire français métropolitain ou d'outre-mer. Les plus forts contingents se trouvent en Afrique avec 7 600 soldats ; 5 600 sont au Proche-Orient mais seulement 200 en Irak (dont 160 soldats affectés à la formation de l'armée irakienne). Emmanuel Macron a dans ce mouvement engagé la France dans le peloton de tête des pays membres de l'OTAN portant à 2% du PIB leur budget de défense selon les directives de l'administration américaine. Sous son impulsion, 40 milliards d'euros supplémentaires seront consacrés aux dépenses militaires jusqu'en 2022 tandis que le débat politique sur les questions internationales et de défense restent confisquées à la représentation nationale et aux citoyens.

Les résultats à court terme de ses choix économiques sur l'emploi et la croissance étasuniens ont conforté Donald Trump dans son intention de briguer un nouveau mandat mais sa politique a dès le premier jour mobilisé largement contre lui, aux Etats-Unis mêmes. La violence de la politique de classe, raciste, sexiste et xénophobe de Donald Trump a poussé des dizaines de millions de citoyens à se mobiliser ; qu'il s'agisse des mouvements pour l'égalité entre femmes et hommes, contre le sexisme, les violences sexuelles ou le harcèlement, pour le droit à l'IVG, ou qu'il s'agisse des votes référendaires dans une série d'Etats pour la création ou l'augmentation d'un salaire minimum, ou

encore des manifestations massives contre le port des armes ou les violences policières, les résistances populaires sont nombreuses, larges, et constituent des expériences politiques inédites pour des générations entières d'Américains que leur modèle de société ne séduit plus et qui entrent en politique.

Mais « l'autre milliardaire », Michael Bloomberg, que le Parti démocrate a mis en scelle pour l'investiture contre les courants de gauche incarnés par Bernie Sanders pourrait s'avérer une alternative bien plus satisfaisante, sur le plan du marketing, aux intérêts des classes dirigeantes US. Enfin, la politique protectionniste de Trump n'apporte aucune réelle réponse à l'état de crise profonde de la société américaine elle-même et les mobilisations nouvelles de millions d'Américains sur des enjeux tant sociaux que de société.

Pour mener à bien son projet de restauration hégémonique, l'Administration US vise notamment à concrétiser l'idée d'un « déploiement mondial » de l'OTAN – déjà fort avancé.

#### 4. L'OTAN

L'Otan est une alliance et organisation politico-militaire conçue comme l'un des principaux instruments de l'extension de l'hégémonie US après la 2eGM et qui entretient depuis la chute du mur du Berlin, de l'implosion de l'URSS et des « révolutions orange », l'illusion d'un monde bipolaire. À la menace soviétique, elle a substitué la « lutte internationale contre le djihadisme » et au plan européen, maintenu un climat d'hostilité affichée avec la Russie.

Au cours des années 1990-2000 : l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Est dans une démarche d'isolement et d'humiliation de la Russie a fini par raviver les risques de guerre en Europe même, elle a même concrètement alimenté les guerres d'ex-Yougoslavie.

Dans cette lancée, les dirigeants des principales puissances mondiales et le secrétariat général de l'ONU ont contribué à l'installer comme le « bras armé » de l'ONU, affaiblissant considérablement les institutions multilatérales onusiennes et fragilisant les principes fondateurs de l'ONU.

De désaccords internes entre membres « historiques » de l'Alliance (Allemagne, France) et nouveaux entrants (Pologne), à ceux qui ont opposé Etats-Unis et affidés sur leur part d'engagement dans les interventions et coalitions américaines (en Irak en 2003 ou en septembre 2013 s'agissant de la Syrie...) ainsi que sur leurs parts d'investissements dans l'industrie militaire américaine, est apparue au grand jour une crise interne d'un nouvel ordre. A l'occasion de l'invasion turque de la Syrie, il est devenu patent que ce n'est ni le secrétaire général de l'Otan, si ses Etats-membres qui prennent les décisions, c'est l'Administration US en fonction des intérêts propres qu'elle défend.

La crise au sein de l'Otan n'a d'ailleurs pas opposé l'Otan et Ankara sur l'invasion militaire turque du Rojava et de la Syrie, ni sa guerre contre les Kurdes. L'Otan n'a jamais condamnée l'opération turque de novembre et J. Stoltenberg, son secrétaire général, a même insisté : « Les préoccupations sécuritaires de la Turquie sont fondées (...) je suis convaincu que la Turquie agira avec modération et de manière proportionnée ». Le vrai différent entre l'Otan et la Turquie est l'affirmation de celle-ci comme puissance impérialiste régionale autonome de l'Alliance, avec le développement de son propre complexe militaro-industriel et l'achat de missiles anti-aérien russes S400 qui permettraient une défense indépendante de l'Otan de l'espace aérien turc et qui a entraîné un embargo de la vente de l'avion américain F35 à Ankara.

D'autant que Donald Trump a ranimé le schéma d'une Otan du Moyen-Orient fondée principalement

sur un arc Israël-Arabie saoudite-USA au sein de laquelle la Turquie, première armée de l'Otan après les Etats-Unis, doit jouer sa partition.

Nous avons dénoncé s'agissant de l'OTAN une alliance anachronique et dangereuse, génératrice de conflits (pays baltes, Ukraine, Libye, ex-Yougoslavie, Proche-Orient...) et même si à présent ce sont ces membres eux-mêmes qui s'interrogent sur son avenir, l'Alliance n'est pas prête d'être démantelée comme le montre le traitement militaire et politique de la question libyenne tout récemment.

La sortie d'Emmanuel Macron (« mort cérébrale ») était un leurre, un petit coup de com' et le dernier Sommet de l'Alliance s'est révélé pour le président français un échec politique. En effet le chef de l'Etat visait deux objectifs : une marginalisation de la Turquie, et le recentrage de l'organisation sur la lutte contre le « terrorisme islamique » avec la perspective d'engagement militaire de l'Otan beaucoup plus important en moyens et troupes dans la bande sahélo-saharienne et cela, sous la houlette française. L'écrasante majorité des membres, à commencer par l'Allemagne, ne l'a suivi ni sur ses critiques, ni sur ses objectifs.

2020 verra une campagne d'exercices militaires au cœur de l'Europe. Cette démonstration de force vise la Russie – alors que le conflit que l'UE et l'Otan ont nourri en Ukraine pourrait enfin trouver une résolution politique<sup>16</sup> – mais elle envoie aussi un message de mise en garde aux peuples du monde entier. Le débat sur l'Otan obtenu par notre groupe le 12 décembre au Sénat met en évidence l'impasse politique, diplomatique et stratégique dans laquelle se sont enfermés la présidence et l'Exécutif. Incapables d'envisager un changement complet de paradigme de notre politique internationale et de défense, ils demeurent sourds à toute alternative qui, pour garantir la souveraineté de la France et son indépendance autant que les garanties d'une sécurité collective, remplacerait les logiques d'alliances à géométrie variable par des relations de partenariats fondés sur des engagements réciproques en matière de coopération et de paix.

L'impératif d'une dissolution de l'Otan est plus actuelle que jamais et nous devons continuer de porter l'idée d'une suspension immédiate de la participation française au commandement intégré, et d'une perspective de sortie de l'Alliance à l'appui d'une initiative multilatérale sous égide de l'ONU qui pose, en Europe pour ce qui nous concerne, les bases d'un cadre de coopération, de sécurité et de paix inclusif, c'est-à-dire incluant la Russie. Cette proposition est d'autant plus à travailler et à faire grandir qu'il existe des expériences qui tendent à indiquer un chemin de ce type.

## 5. LES « ÉMERGÉS »

Parmi les « nouveaux » acteurs étatiques ou non de la mondialisation, se trouvent les pays qu'on a rebaptisé émergents et qui désormais prennent de nouvelles envergures tant régionale qu'internationales grâce aux interdépendances tissées. Ces nouvelles puissances cherchent avant tout à s'intégrer dans le jeu international tel qu'il est, avec sa logique économique et commerciale du libre-échange. Une volonté exprimée dans son discours d'ouverture de Xi Jinping au Sommet de Davos 2018 appelant à « rééquilibrer la mondialisation », et la rendre « plus forte, plus inclusive, plus durable ».

*La « montée en puissance » de la Chine et le théâtre régional Asie-Pacifique*

Le projet chinois d'expansion économique est indubitable. L'ambition est de modifier à terme les normes internationales mais il ne s'agit pas à proprement parlé d'une ambition hégémonique ou impérialiste comme le présente l'Administration Trump qui s'en est convaincue elle-même ou comme le pensent certaines chancelleries occidentales. Certes, dace à l'agressivité militaire

<sup>16</sup> <https://franciswurtz.net/2020/01/02/2020-espoir-de-paix-entre-moscou-et-kiev/>

occidentale, et particulièrement étasunienne dont la présence en Asie se fait de plus en plus pesante, la Chine augmente aussi son budget militaire, développe des bases militaires (à Djibouti, en Asie...) mais ses ambitions économiques sont encadrées politiquement<sup>17</sup>.

La stratégie chinoise vise à développer le pays, diversifier ses partenariats, soustraire l'Asie de la domination américaine. Avec le projet de Ceinture et Route de la Soie lancé en 2014 par la création d'un Fonds doté de 40 milliards de dollars apportés par elle, la Chine propose une inflexion de la mondialisation fondée sur le développement d'infrastructures et d'appareils productifs qui s'inscrit, pour elle, dans une perspective de sécurité collective qui lui offre de meilleures conditions de son développement intérieur. Ce projet – fruit d'une vaste réflexion engagée par la Chine au lendemain de la crise de 2008 – a pour buts l'investissement dans les infrastructures, la coopération industrielle et la gestion des ressources des pays participant à la Route de l'Asie à l'Europe. La présence de la Chine en Asie centrale, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Europe... au travers de la Route de la soie comme de ses investissements propres même s'ils sont du secteur privé pour l'essentiel, suscite des tensions avec les Etats-Unis et avec l'Union européenne.

Cela rend plus étroite la marge de manœuvre de la Chine qui tend à se tenir en dehors des conflits du monde, en particulier ceux dont les Etats-Unis sont les protagonistes. Jusqu'où la Chine pourra-t-elle conjuguer ce découplage partiel du rayonnement économique et l'affirmation d'un poids politique ? Déjà, la dangereuse surenchère entre Etats-Unis et Iran en janvier a poussé la Chine non seulement à s'exprimer mais à porter la question à l'ordre du jour d'échanges bilatéraux avec la France notamment en vue d'éventuelles prises d'initiatives pour calmer le jeu.

Les Etats-Unis ont lancé une offensive en règle contre la Chine et cet affrontement influe lourdement sur les relations internationales aujourd'hui. Quelle est la nature de cet affrontement et sa réalité ? En août 2018, la loi de Défense nationale (NDAA) adoptée par le Congrès fait de la Chine et de la lutte pour « contrer son influence », la « priorité des États-Unis, [qui] nécessite l'intégration de multiples éléments, diplomatiques, économiques, militaires et de renseignement ».

Chaque branche du gouvernement est appelée à mobiliser ses capacités pour renforcer le pouvoir américain. Le Pentagone qualifie cette stratégie d'« overmatch », qui traduit la volonté « de pérenniser la suprématie américaine (...) et d'empêcher le succès de l'ennemi », en cherchant « à façonner l'environnement international pour protéger nos intérêts ». Dans le courant de l'automne 2019, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a redoublé de virulence pour dénoncer l'influence chinoises dans une série de discours. assuré qu'il entendait faire monter la pression sur la Chine, et qualifie Pékin d'« ouvertement hostile » aux États-Unis, comparant ouvertement la Chine à ce que fut l'URSS en son temps. Ainsi dans son discours à l'Hudson Institute (think tank conservateur basé à New York), en octobre 2019 il assuré qu'il entendait faire monter la pression sur la Chine, et a qualifié Pékin d'« ouvertement hostile » aux États-Unis, comparant ouvertement la Chine à ce que fut l'URSS en son temps. Le 31 janvier 2020, il qualifiait le Parti communiste chinois (PCC) de « principale menace de notre époque », lors d'une rencontre à Londres avec son homologue britannique Dominic Raab.

Or la Chine rejette ouvertement la politique des blocs mais ce contexte d'une « guerre idéologique » menée par Washington entraîne un formatage du discours dominant qui se retrouve au quotidien dans les médias notamment. Il serait à nouveau question de défendre « le monde libre » (expression d'ailleurs reprise par un Emmanuel Macron s'agissant de la « lutte contre le terrorisme ») dans la droite ligne des interventions des dirigeants américains. Les termes de « menace, danger, défi, rival » sont de plus en plus indissociables du traitement médiatique de la Chine.

---

17 L'armée populaire de Chine (APC) est toutefois un acteur économique important et un gros investisseur à l'international mais le secteur économique chinois est largement dominé par le secteur privé.

Il ne s'agit évidemment pas pour nous d'être naïfs dans la réhabilitation de cette rhétorique, ni d'aspirer à ou plaider pour l'avènement d'une autre hégémonie pour remplacer celle, décadente, des Etats-Unis mais de tenir compte des données de la bataille idéologique qui pèsent sur l'enjeu d'ouvrir la voie à une autre mondialisation.

Les récents succès de la Chine comme ses difficultés et la guerre commerciale étasunienne ont des répercussions sur le groupe des BRICS qu'elle constitue avec le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud. De même que la politique national-libérale de Narendra Modi en Inde<sup>18</sup> et l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite au Brésil avec Jair Bolsonaro et le désengagement programmé du Brésil des BRICS affaiblissent ce qui, certes, n'était pas jusqu'ici un « bloc » mais un cadre *partenarial* économique, commercial et financier (sans obligation d'accord idéologique) qui échappait à la domination américaine. Avec le développement de la Ceinture et de la Route de la soie, ce groupe des BRICS se trouve en quelque sorte intégré à un cadre plus grand que lui, tourné vers les pays membres de l'UE. Ces éléments s'articulent ou s'imbriquent pour dessiner un autre schéma de mondialisation, et ce monde « multipolaire » en cours de constructions.

Le « danger » que représente la Chine pour le géant américain est qu'elle a ouvert la voie à un développement national qui a certes su profiter de la mondialisation sous domination capitaliste mais qui se refuse à passer sous les fourches caudines des concepts du « consensus de Washington ». Ce qui souligne les possibilités existantes et les capacités potentielles d'un Etat-nation en recherche d'une sortie du sous-développement et de la pauvreté à construire un chemin sans perdre la maîtrise de son système économique.

Ce que vise aujourd'hui l'affrontement déclenché par Trump et suivi par les forces néo-libérales c'est une ouverture totale de l'économie chinoise aux capitaux et firmes internationaux, le retrait de l'Etat des grands domaines de services publics que le gouvernement chinois tente de mettre en place dans un pays à forte population et alors que la Chine qui a inscrit la lutte contre la pauvreté au rang de priorité nationale et devrait atteindre son objectif au cours de cette année 2020.

Washington, qui attaque plus volontiers le Parti communiste chinois que la Chine dans son entité, cherche en permanence à créer un climat de pression tel que la Chine se sente encerclée et ciblée sur tous les plans. Cela entraîne des raidissements face à l'hostilité occidentale et aggrave aussi les clivages ou tensions internes.

La Chine, et cela se comprend, restera intransigeante quant à l'intégrité de son territoire national et le maintien de son système politique : à Hong Kong et dans les régions où les revendications autonomistes sont fortes (Xinjiang, Tibet), ou dans son approche de la question de Taïwan. La question reste ouverte sur la façon dont Pékin gère l'ensemble de ces crises qui fragilisent le régime.

Dans cette stratégie de la confrontation initiée par l'Administration Trump mais qui prend racine dans les mandats de ses prédécesseurs, l'UE adopte une position suiviste des Etats-Unis en qualifiant la Chine de « rivale systémique », et l'Otan, au Sommet de Londres, la stigmatise également dans son communiqué final. Une position préparée par le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg qui le 23 octobre 2019 justifiait l'intérêt croissant de l'organisation vis-à-vis de la zone Asie-Pacifique. En visite à Sydney, il soulignait l'importance d'un partenariat entre l'Otan et l'Australie « partenaire au long cours et à haute valeur ajoutée de l'Otan » pour « faire face à de nouvelles menaces imprévisibles (...) dans cette partie du monde ». Le discours ne peut-être plus clair pour désigner la cible.

18 Voir « La levée en masse du peuple indien contre Modi » dans CommunisteS n°797 :

[https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/pages/11284/attachments/original/1579709554/document\\_797N\\_CommunisteS.pdf?1579709554](https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/pages/11284/attachments/original/1579709554/document_797N_CommunisteS.pdf?1579709554)

Dès son entrée en poste, l'Administration Trump a cherché à diviser la relation Russie-Chine qui, outre des liens bilatéraux importants, s'est notamment forgée au sein de l'OSC.

L'organisation intergouvernementale de coopération de Shanghai (OSC), créée 2001, regroupe la Chine, la Russie, les pays d'Asie centrale, l'Inde et le Pakistan depuis 2017 et des membres associés (Iran, Mongolie) ainsi que des membres invités (l'ASEAN et la CEI, et l'Afghanistan). Sa finalité est de « renforcer la confiance, entreprendre des initiatives de désarmement aux régions frontalières et promouvoir la coopération régionale », et la promotion de plus en plus accentuée de coopérations économiques (en matière de réseaux de transports et d'infrastructures), de coopérations éducatives, culturelles et un volet militaire qui se réduit, pour l'essentiel, à la tenue d'exercices communs dans la perspective de la « lutte anti-terroriste » et de l'instruction militaire. Outre l'atout qu'elle représente pour la puissance régionale chinoise, elle lui a ouvert des perspectives internationales et a menacé le projet américain de Partenariat transpacifique (TPP – abandonné par Trump et son gouvernement qui lui ont préféré la relance de la guerre commerciale.

La Russie est durablement marquée par l'humiliation que cherche à lui faire subir l'OTAN en la menaçant directement sur ses frontières et en ayant été ramenée brutalement, à l'explosion de l'URSS, dans ses frontières du XVIIIe siècle. La russophobie, élevée au rang de véritable idéologie d'Etat dans de nombreux pays d'Europe de l'Est et le révisionnisme historique qui lui est souvent adjoint, niant le rôle décisif de l'Armée Rouge dans la victoire contre le fascisme, y compris par une résolution honteuse du Parlement européen, sont autant de facteurs aggravants.

Le pouvoir en place cherche à instrumentaliser à son profit ce sentiment légitime. Vladimir Poutine s'appuie à la fois sur la glorification du nationalisme grand-russe, et non du patriotisme soviétique, sur la puissance retrouvée de l'Eglise orthodoxe, sur le libéralisme économique (flat tax, réforme des retraites et démantèlement de l'héritage de la législation sociale soviétique) et la mise en place d'un filet de sécurité social pour les plus pauvres. A ce titre, son régime est très proche d'un certain nombre de gouvernements réactionnaires d'Europe de l'Est. Ce régime a traversé plusieurs phases, d'une phase de contestation importante en 2011-2012, à l'utilisation de la crise ukrainienne et de l'annexion de la Crimée pour se reconstruire dans la population. Il est désormais confronté à la nécessité d'offrir une impression de changement pour pouvoir faire perdurer ses structures. Durement frappée par la crise systémique de 2008, l'économie russe s'est reconstruite, par exemple dans le domaine agricole qui est en pleine expansion. La Russie cherche à développer ses propres cadres régionaux de coopération : Union économique eurasiatique, ODKB. Après avoir laissé faire l'intervention en Libye, la Russie a ces dernières montrée sa capacité à intervenir à l'extérieur de son territoire sur des objectifs précis, en Syrie et en Centrafrique par exemple. Si elle ne peut concurrencer frontalement les Etats-Unis, elle cherche à démontrer qu'elle est davantage qu'une puissance régionale.

Si Vladimir Poutine est populaire en Russie, surtout du fait de l'absence d'une opposition crédible à lui disputer réellement le pouvoir, le système Poutine ne l'est en effet pas. Le mouvement social contre le démantèlement du système de retraites hérité de la période soviétique a démontré que la population russe peut résister contre ce système. Ce mouvement s'est d'ailleurs traduit par une remontée des résultats du Parti communiste aux élections locales. Mais il reste à reconstruire une gauche politique et sociale, dans un contexte extrêmement difficile de répression de la part de l'appareil policier et sécuritaire, qui peut offrir un réel débouché politique à cette impopularité.

Les sanctions de l'Union européenne contre la Russie sont un excellent argument pour les va-t-en-guerre où qu'ils se trouvent. Leur levée immédiate et sans condition doit être un préalable à une redéfinition complète des relations entre la France, l'Europe et la Russie. La proposition faite par Dmitri Medvedev en 2008 à l'Europe de traité de paix et de sécurité collective, à laquelle aucun

gouvernement européen n'a jugé utile de répondre, est une base qui va dans cette direction.

Cette proposition est reprise, sous la forme d'une conférence pan-européenne de paix, de coopération et de sécurité collective, par de nombreux réseaux pacifistes. Une campagne européenne défendant cette perspective permettrait d'établir des relations concrètes de solidarité avec les forces de gauche en Russie.

Enfin, arrêtons-nous un instant sur la politique de la France en Asie-Pacifique (espace dont elle exclut quasiment la Russie) où elle ambitionne un statut de puissance, un objectif stratégique déjà énoncé sous la présidence Hollande, confirmé par Emmanuel Macron dans son discours officiel en visite en Australie et relayé par la ministre des Armées, Florence Parly, lors de la conférence internationale annuelle sur la sécurité et la défense en Asie-Pacifique (Shangrila Dialogue, juin 2019, Singapour).

« Je ne suis pas venue seule » commençait la ministre dirigeant les regards vers le porte-avions Charles-de-Gaulle qui se tenait à quai derrière tandis qu'elle exposait la conception des dirigeants français sur le rôle de la France en Asie et sa stratégie « indo-pacifique », une région où la France dispose dans la région d'une zone économique exclusive (ZEE) de 9 millions de km<sup>2</sup>, d'1,6 million de ressortissants dans les territoires et départements d'outre-mer ainsi que plus de 7 000 militaires. France, « actrice régionale d'Asie-Pacifique » donc mais particulièrement aphone aux longs des semaines des terribles incendies qui ravagent l'Australie jusqu'à la décision d'envoyer d'une aide opérationnelle « immédiate » début janvier.

Toujours est-il que cette ambition élyséenne s'inscrit dans la volonté globale de la France – deuxième domaine maritime, juste derrière les Etats-Unis et devant l'Australie – de se repositionner comme puissance mondiale usant de ses atouts : militaires (en terme de projection et de dissuasion nucléaire), économiques, politique et diplomatique (siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, « moteur » avec l'Allemagne de la construction européenne néo-libérale, pays hôte de la COP 21, du G20, etc.)

Mais la conception d'un nouvel ordre mondial ne réside pas dans le seul choix entre l'unilatéralisme et une sorte de « minilatéralisme » incarné par les initiatives d'Emmanuel Macron ou les cadres non-onusiens que sont les G7 ou G20 ; d'autres conceptions ont été développées notamment au travers de projets internationaux ou, encore, de processus d'intégration et de coopération régionales sauvegardant les souverainetés nationales de leurs pays-membres qui sont désormais dans l'oeil du viseur, voire même au cœur du cyclone, de la prétention hégémonique US.

## **6. L'Amérique latine et les Caraïbes**

En 2017, le directeur général de la FAO, José Graziano Da Silva, soulignait que : « la région Amérique latine et Caraïbes pourrait être la première région en développement à éradiquer complètement la faim si leurs gouvernements mettent en œuvre le plan développé par le bloc de la CELAC pour la sécurité alimentaire » mais c'est précisément dans la même période que les stratégies de déstabilisation politique vont se déployer.

Sous le feu des visées impérialistes étasuniennes, les peuples et pays d'Amérique latine et de la Caraïbe ont connu de nombreux et douloureux épisodes de déstabilisation politique, de coups d'Etats et d'interventions militaires américaines, et des politiques néolibérales dévastatrices<sup>19</sup>. Mais

19 Sur la situation d'Haïti, voir CommunisteS n°798

[https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/pages/11298/attachments/original/1580315311/document\\_798N\\_Comm](https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/pages/11298/attachments/original/1580315311/document_798N_Comm)

les luttes émancipatrices ont ouvert de nouvelles voies pour en sortir.

Cuba ouvrira le ban victorieusement à partir de 1959, et les mouvements populaires se développeront sur tout le continent : résistances politiques et mouvements sociaux vont renverser les régimes en place, notamment « par les urnes », mais aussi par d'autres tentatives de coup d'État pour déboucher ultérieurement sur des élections, comme au Venezuela. De nouvelles formations politiques vont voir le jour, en expression et prolongement politique des mouvements sociaux en Bolivie (MAS), au Brésil (PT) ou en Equateur (Alianza Pais) par exemple.

Alors que ces dynamiques laissent présager une autre voie possible et durable de développement humain, démocratique, social ; que s'est-il passé ?

Les nouvelles formations politiques arrivées pouvoir vont absorber de nombreux dirigeants des mouvements sociaux, affaiblissant de ce fait les structures de ces derniers, faute de relève préparée. Les nouvelles constitutions vont jouer un rôle crucial dans l'initiation des changements structurels et des millions de personnes vont sortir de la « pauvreté extrême » et de la « pauvreté simple » selon les catégories établies par les Nations unies grâce à des politiques déterminées.

Cependant, si les pauvres sont sortis progressivement de leur état, les riches se sont aussi enrichis comme c'est le cas au Brésil, de façon considérable. Et la mise en œuvre de ces politiques verra dans certains contextes s'affaiblir la mise en mouvement populaire et l'engagement des acteurs sociaux.

Toutefois des contradictions sont apparues quand, dans un tout autre esprit, celui de la Banque mondiale et du FMI, pour qui l'augmentation du pouvoir d'achat est un élément de la consommation afin de générer profits et accumulation de capital, les politiques néolibérales assorties de programmes de lutte contre la pauvreté ont aussi produit des évolutions dans les conditions de vie dans certains secteurs des milieux populaires.

C'est en partie de là que s'affronteront deux courants sur le continent : l'un prônant l'intégration de la « Patria Grande » ; l'autre en faveur de l'intégration avec l'Amérique du Nord en vertu de la doctrine Monroe, se déclinant en slogan : « l'Amérique aux Américains ».

Les pays progressistes tout en se positionnant anti-impérialistes, opteront pour la première visée qui se déclinera par la constitution de l'UNASUR, de la CELAC, puis, plus spécifiquement de l'ALBA, cadres régionaux s'ajoutant au MERCOSUR (dont le modèle reste l'UE).

Les pays restés néolibéraux resteront fidèles à l'OEA (organisation des Etats américains) dont le siège est à Washington, officine que nous retrouvons aujourd'hui partout au côté des gouvernements libéraux ou d'extrême droite, et de l'Administration Trump dans son offensive actuelle contre les forces progressistes.

Les stratégies de développement des pays gouvernés par les gauches latino-américaines sont loin d'être homogènes. Certains s'inscriront dans ce qu'on peut appeler le « néo-développementisme » en remplaçant des importations par une production nationale et développant un « capitalisme local » : comme en Équateur, Bolivie ou Nicaragua. D'autres opteront sur un type social-démocrate, acceptant le capitalisme comme base de croissance en distribuant une partie du produit social comme au Brésil, où sera encouragé le développement du capitalisme local, notamment dans l'agriculture pour attirer des capitaux étrangers et qui, faute de réforme agraire sérieuse, verra le MST reprendre l'occupation de terre. L'Argentine, l'Uruguay se trouveront dans une situation proche.

L'autre cas de figure sera celui du Venezuela avec des efforts de participation populaire où l'utilisation d'une part du budget public sera décidée par la base. Chavez, avec les revenus du pétrole, organisera divers types de missions dans tous les domaines des services publics, de l'économie sociale, de l'agriculture des peuples indigènes mais sans sortir d'une logique rente pétrolière ce qui détruira la production locale ou empêchera une évolution structurelle et le développement industriel national.

Pour autant, aucun de ces modèles n'a pris des mesures aussi avancées que celles de la révolution cubaine et tous vont rester dans le cadre d'une économie mixte en conservant la pluralité des opérateurs publics et privés dans les domaines de l'éducation ou la santé, voire même une prédominance du secteur privé sur l'économie nationale.

Le fait de n'être pas vraiment sorti de la logique prédominante du capitalisme néo-libéral a conduit à des contradictions, et une lutte de classe renouvelée dans ses modalités, où les progrès accomplis auront tendance à s'éroder au regard d'une situation économique plus tendue.

C'est à l'aune de ces éléments que s'est engagée la « révolution conservatrice » et la contre-offensive des peuples ou bras-de-fer en cours.

La crise économique, les promesses et les espoirs déçus, les scandales de corruption ont provoqué la colère des citoyens, réveillé les mouvements sociaux, les paysans, les peuples indigènes, les femmes, la jeunesse... C'est sur ces colères que les forces néo-et ultralibérales ont pu dans un certain nombre de contextes prendre le pas sur les forces progressistes. C'est sur ces colères, les crises politiques, le retour de la pauvreté que se sont développées de vastes mouvements de contestation aux origines diverses, ainsi que de nouveaux mouvements migratoires, avec souvent un dénominateur commun, s'opposer aux pouvoirs en place.

Les États-Unis ne sont pas en manque d'utiliser cette situation pour user de leurs capacités de déstabilisation de gouvernements qui ne leur conviennent pas. Pour preuve, les sanctions économiques qu'elles redoublent sur Cuba et le Venezuela, et l'intervention des amis de Trump au côté de Bolsonaro qui encourage les forces d'extrême droite sur tout le continent sud-américain.

Mais cette stratégie a aussi ses limites comme en Argentine et au Mexique, ou encore en Colombie où l'influence des forces de gauche progresse, mais aussi par exemple la première victoire obtenue et la libération de Lula. Et c'est aussi l'échec actuel de cette stratégie au Venezuela pour renverser le régime avec l'opération Juan Guaidó, lequel se retrouve de plus en plus isolé par les siens (qui ne l'ont d'ailleurs pas réélu président de l'Assemblée nationale le 5 janvier dernier) et qui ont répondu positivement à l'ouverture du dialogue lancé par Nicolas Maduro afin de trouver une issue politique à la crise et à la situation du peuple vénézuélien. En ce sens, Emmanuel Macron ne grandit pas l'image de la diplomatie française et de la démocratie en ayant reçu la semaine dernière à l'Élysée ce même Juan Guaidó.

Pour autant l'équilibre reste fragile, les forces progressistes, réunies au Forum de Sao Paulo où nous sommes conviés, sont obligées de requestionner leurs expériences et stratégies, et de réfléchir aux nouveaux combats à construire, aux formes et contenus des rassemblements à opérer.

C'est ce qui est au cœur de toutes les rencontres de ces derniers mois en Amérique latine et Caraïbes du Forum de Sao Paulo aux rencontres anti-impérialiste et pour la paix à La Havane et Caracas, de même qu'au congrès du PT du Brésil. C'est ce qui est au cœur des multiples et divers mouvements sociaux de ces derniers mois en Colombie, au Chili, au Brésil, en Équateur, en Bolivie sur des bases de crise économique, sociale, politique et démocratique.

Plus que jamais, la recherche de constructions régionales solidaires qui est à l'œuvre distingue que la situation actuelle de celle connue au siècle précédent, même si la période est marquée par un double mouvement de régression ultra capitaliste et de révolution conservatrice avec.

Nombreux déclarent la fin des gouvernements progressistes sur le continent alors que la droite s'épuise très rapidement dans un contexte de rejet du néolibéralisme, et où les peuples de pays tels que l'Equateur, le Chili et la Colombie expriment leur « ras le bol » après trois décennies de fortes inégalités.

Au regard de ce continent, des mouvements et contradictions qui le traversent, notre solidarité est indéfectible aux côtés des peuples latino-américains qui résistent et subissent la répression violente des pouvoirs autoritaires ; mais qui portent haut et sans relâche les questions de l'emploi, des conditions de vie digne, de la libre pratique de leur culture et langue, le respect des souverainetés nationales, la lutte contre les inégalités, la corruption, l'enrichissement et le pouvoir de quelques-uns et la lutte pour la coopération et non l'asservissement aux puissances extérieures qui convoitent leurs richesses en faisant fi des questions environnementales,.

En ce sens, nous suivrons notamment avec attention :

- le référendum du 26 avril au Chili pour un changement de Constitution, qui est l'une des principales revendications du mouvement social qui secoue le pays depuis le 18 octobre dernier.
- la nouvelle élection présidentielle en Bolivie en mai avec la candidature pour le MAS, de Luis Arce, ancien ministre de l'économie et des finances d'Evo Morales, et de David Choquehuanaca, son ministre sortant des Affaires étrangères,
- l'élection présidentielle en République Dominicaine où la gauche est donnée favori.

C'est pourquoi notre parti, multiplie ses relations avec les forces communistes, progressistes et de gauche de ce continent dans leur diversité, pour écrire en commun une autre histoire du développement humain, en construisant les initiatives et batailles nécessaires à cet objectif ambitieux.

C'est le cas avec la nouvelle bataille de solidarité avec Cuba de manière large que nous travaillons avec nos camarades, sur le projet de Conférence internationale des peuples de l'Amazonie ou les luttes et mouvements populaires en Bolivie, au Chili et au Venezuela, en restant ancré sur les réalités, en ne prenant aucun raccourci, en évitant tout dogmatisme.

## **7. L'Europe : la crise structurelle de l'UE et la question de son avenir**

La construction capitaliste de l'UE est confrontée à plusieurs facteurs majeurs de crise et tendances centrifuges.

La crise de l'UE est multiple : défiance massive des citoyens à l'égard des institutions et de la construction européennes ; grande fragilité économique en particulier en raison de la concurrence imposée aux peuples de ses pays-membres et des politiques d'austérité ; crise de l'accueil des réfugiés et peur panique d'un futur afflux de migrants alimentée par un tournant sécuritaire féroce ; absence de poids à l'international ; Brexit...

Parmi les réponses développées par les dirigeants européens, revient en force le projet d'une « défense européenne » : mise en place en 2017 de la « coopération structurée permanente » prévue

dans le Traité de Lisbonne entre 25 Etats sur 27, création d'un « Fonds européen de défense » pour favoriser financièrement des achats ou la fabrication en coopération d'armements, mise en place, à l'initiative d'Emmanuel Macron de l'Initiative européenne d'intervention (IEI) entre 10 pays dont la Grande-Bretagne (!) avec le but aussi bien par E. Macron qu'A. Merkel qu'une « vraie armée européenne (était) nécessaire ».

Aujourd'hui même, 31 janvier, la 2e puissance économique de l'UE, la Grande-Bretagne, quitte donc l'UE. C'est un fait politique majeur qui, s'il doit être relié à l'histoire tumultueuse des relations entre Londres et l'UE, et n'en demeure pas moins un événement qui souligne la profondeur de la crise en Europe :

- Les déséquilibres économiques internes, aggravées par la nature de la zone Euro et par les conséquences de la crise de cette zone Euro, entre un groupe d'Etats autour de l'Allemagne qui fondent leur économie sur un modèle exportateur (ayant lui-même des signes d'essoufflement) avec un taux de chômage bas d'une part, et un groupe de pays de caractère périphérique avec un fort déficit commercial et un taux de chômage et de non emploi très élevés (Grèce, Espagne, Italie...)
- La permanence du carcan autoritaire figé dans les traités européens et dans la règle d'or budgétaire. Le rapport des 5 présidents 2015 : « L'euro n'est pas seulement une monnaie, mais un projet politique et économique ».
- Le fait que de nombreux pays sont confrontés à une crise sociale approfondie : taux de chômage ou d'emplois précaire élevé, explosion de la pauvreté et du phénomène des travailleurs pauvres (avec des conséquences politiques visibles, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie par exemple), des salaires minimums bas et stagnants (la baisse des salaires devient le seul moyen pour maintenir le taux de profit alors que les gains de productivité ralentissent). Les inégalités de revenus s'accroissent au sein des pays de l'UE.

En d'autres termes, aucune des conséquences de la crise n'est résolue alors qu'on annonce une nouvelle crise. Les (faibles) mécanismes de gestion de la précédente sont déjà épuisés. Gordon Brown disait en septembre 2018 : « »Quand la prochaine crise se produira, nous découvrirons que nous n'avons ni la marge de manœuvre fiscale ou monétaire, ni la volonté d'en user ».

Tout cela pèse sur la stabilité des Etats. Si l'on considère les 4 principales puissances de l'UE en plus de la France, toutes sont confrontées à des crises de régime, voire des crises d'Etat. Au Royaume-Uni, la crise de régime et la crise sociale qui a entraîné le Brexit se transforme en crise d'Etat aggravé par le Brexit. L'Etat espagnol est confronté à la crise du régime issu de la transition de 1978, qui se cristallise par exemple en Catalogne. Le gouvernement allemand dans sa configuration actuelle de Grande coalition est entré dans une phase de fin de règne qui a commencé dès sa mise en place en 2017. L'Italie est entrée dans une spirale de dislocation sociale et territoriale et les fragilités du secteur bancaire mettent en péril l'économie du pays.

Tout cela a des effets sur les rapports de forces politiques :

Les élections européennes ont abouti à une composition du Parlement européen qui ne remet pas en cause la possibilité de constituer une majorité de gestion libérale, alors qu'elle est globalement minoritaire dans les peuples européens. La moitié des citoyens européens se sont abstenus. Les gouvernements en place ont souvent été sanctionnés. Il est important de constater que les seuls à échapper à ce constat sont les gouvernements souverainistes de droite et ethnistes (Pologne, Hongrie...) ou bien les partis sociaux-démocrates espagnol et portugais qui gouvernent sur une base de gauche mais qui sont devant des choix stratégiques lourds d'orientation.

L'extrême droite est au cœur du paysage politique dans de nombreux pays européens. Plusieurs facteurs se combinent, d'une manière plus ou moins prégnante selon les différents contextes nationaux : Dislocation sociale et territoriale sous l'effet des politiques d'austérité, L'utilisation politique de la crise de l'accueil, l'absence de perspective à gauche, les paniques identitaires exacerbées et manipulées, le climato-scepticisme et la légitimation des discours ethnistes par la droite. L'extrême-droite peut apparaître diverse, assez plastique sur le plan économique et social (du libéralisme et de la proximité avec une partie du patronat à un discours qui s'affiche comme « protecteur », voire en combinant les deux). Ce qui fait l'unité du bloc droitier c'est comment refonder les sociétés sur des bases ethnistes en dévoyant la question économique, sociale, identitaire et nationale.

La porosité entre la droite et l'extrême-droite est maintenant un fait acquis en Europe. Les conservateurs britanniques apparaissent comme des précurseurs de cette dérive. Boris Johnson est de ce point de vue un aboutissement et non un précurseur. L'idéologie des Brexiteurs de droite repose sur deux piliers : la notion de « Britishness » (identité nationale + dimension impériale) + et libre-échange (avec la perspective d'un accord global de libre-échange avec les USA par exemple, qui livrerait le système de santé public britannique aux intérêts privés américains). L'évolution de la droite espagnole est également révélatrice : les idées d'extrême-droite sont maintenant constitutif de son logiciel, avec le retour de l'idée nationale espagnole et l'instrumentalisation des institutions judiciaires pour liquider le gouvernement catalan et, désormais, le gouvernement espagnol. Un député européen conservateur espagnol a été jusqu'à appeler l'armée à renverser le nouveau gouvernement de coalition de gauche.

A gauche : toutes les familles de la gauche en Europe sont confrontées à des questions structurelles lourdes. La défaite de Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne doit être finement analysée : le résultat en voix n'est pas absolument déshonorant mais en dépit d'un programme social et écologique très travaillé et visant à sortir le peuple britannique de la crise, Corbyn n'aura pas réussi à passer par-dessus la question du Brexit. La gauche britannique n'aura pas réussi, en dépit des efforts remarquables de Corbyn, à imposer son discours sur la question du Brexit. Ce résultat ouvre une nouvelle phase dans l'histoire de la gauche en Europe.

- Les Verts en Europe sont marqués par de fortes divisions. Ce n'est pas nouveau mais le choix de la co-gestion d'un capitalisme vert avec les libéraux et la droite gagne du terrain dans leurs rangs. La constitution, pour la première fois à un niveau national, d'un gouvernement droite-Verts en Autriche crée un précédent qui pourrait par exemple inspirer les verts allemands en 2021, lors des prochaines élections fédérales.
- La social-démocratie connaît plusieurs développements contradictoires : les grands partis sociaux-démocrates historiques européens sont tous en crise : en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne désormais, ce qui laisse en friche une partie du paysage politique. Mais les situations en Espagne et au Portugal, dans deux contextes différents, montrent que si elle adopte une orientation de gauche, souvent sous l'effet d'un rapport de force avec les organisations plus à gauche (PCP et BE au Portugal, UP en Espagne), elle peut tirer son épingle du jeu.
- La gauche européenne de la sphère GUE/PGE est marquée par plusieurs défis historiques majeurs. Elle acquiert une audience nouvelle en Belgique (PTB) et peut être mesure d'exercer un rapport de force à gauche avec la social-démocratie (Espagne). Mais elle a quasiment totalement disparu de l'ensemble de l'Europe de l'Est, où qui plus est le mouvement ouvrier est soumis à une répression policière voire judiciaire. Les partis clés dans la gauche européenne sont confrontés à des défis d'orientations : comment Syriza va

gérer les conséquences de l'échec du gouvernement d'Alexis Tsipras qui s'est retrouvé seul face aux bourgeoisies européennes ? comment die Linke va pouvoir dépasser le plafond de verre des 8% ? comment Podemos, en crise, va évoluer dans le contexte de la participation gouvernementale ?

Il faut noter les éléments d'évolution des deux côtés de la barricade :

- Les bourgeoisies européennes sont confrontées à la nécessité de relancer le projet européen libéral sans s'écarter de ses fondamentaux, tout en cherchant à résoudre la question de son impasse. Pour cela, elles mettent en avant deux axes : le green deal porté par Ursula von der Leyen, annoncé à 1000 milliards d'euros sur 10 ans, financé en grande partie par un partenariat public-privé et par le marché carbone ; et la question de la défense européenne, avec des différenciations entre la France et l'Allemagne sur le degré d'inféodation à l'OTAN, mais qui de toute manière se situe dans une logique de financement de l'industrie d'armement et dans une logique de blocs, de confrontation avec la Russie. Sur ces deux questions, des batailles majeures sont à livrer :
  - Sur la question de l'investissement, de l'utilisation de l'argent en Europe. La proposition du PCF, reprise d'ailleurs par le PGE depuis plusieurs congrès, y compris celui de Malaga en décembre 2019, de réorientation de la création monétaire de la BCE via un fonds vert placé sous contrôle démocratique et pouvant prêter aux Etats à zéro % ou à taux négatif pour financer des projets de transition écologique, de création d'emplois, de renforcement des services publics doit être popularisée à une large échelle. Elle permet à la fois de répondre à la question de l'investissement, qui devient centrale dans le débat public, tout en ouvrant une brèche sérieuse dans la logique libérale de la BCE, de l'euro et de l'UE, et dans la domination du capital en Europe.
  - Sur la question de la défense européenne : les exercices militaires de grande ampleur de l'OTAN en mai et juin 2020, dans le cadre duquel 20 000 soldats US vont simuler un débarquement et des opérations de parachutage en Lituanie, impliquent non seulement de réitérer la nécessité que la France quitte cette alliance de guerre, mais également d'avancer l'alternative d'une conférence pan-européenne, de l'Atlantique à l'Oural, avec la Russie, de paix, de coopération et de sécurité collective.
- Des facteurs d'espoir émergent en Europe. Le mouvement social en France est très regardé en Europe et est en train de devenir une référence. Non seulement parce que la crise française est au cœur de la crise européenne, mais aussi parce que ce mouvement s'attaque frontalement à Macron, qui cherche à jouer un rôle clé dans la recomposition en cours des classes dirigeantes européennes. En Belgique, l'année passée, le mouvement social avait poussé le gouvernement belge à retirer son projet de réformes par points. En Italie, le mouvement « des sardines » joue un rôle d'aiguillon et de réveil face à la menace fasciste, qui demeure réelle. Les mouvements de défense des droits des femmes ont été ces dernières années capables de faire reculer des gouvernements réactionnaires, en Espagne et en Pologne. La prise de conscience de l'urgence climatique donne naissance à des mouvements qui s'expriment dans une bonne partie du continent européen.

Dès lors, la question du débouché politique se pose. Différentes questions stratégiques se posent, dans des degrés divers à toute la gauche européenne et nécessitent le développement d'une véritable réflexion : comment faire pour la conquête et l'exercice du pouvoir ne se transforme en piège ? sur quel bloc social et historique est-il possible de construire une perspective majoritaire ? comment vraiment articuler les urgences sociales et écologiques d'une manière compréhensible à une échelle

de masse ?

Au niveau européen : comment articuler le respect de la souveraineté des peuples et la construction de coopérations au niveau européen, c'est-à-dire comment concrétiser notre ambition d'une union des peuples et des nations libres, souveraines et associées ? Le respect de la souveraineté populaire est central dans notre projet européen. Et les urgences de l'heure impliquent que les peuples souverains traitent en commun la question de la dette, la menace de catastrophe écologique imminente, le contrôle nécessaire de la spéculation financière et la suppression des paradis fiscaux, sont qui sont autant de questions globales qui exigent des solutions planétaires et européennes.

### **Quelques mots de conclusions : les responsabilités, le projet, le rôle et l'action du PCF**

L'internationalisme et la paix constituent l'un des fondements de la création du Parti communiste français en 1920. Les communistes ne sont jamais payés de mots en la matière et la dimension internationale de notre action constitue une des priorités de nos combats que nous cherchons sans cesse à amplifier afin de contribuer à une transformation de la mondialisation actuelle. Pour le PCF, la paix est un projet politique : il s'agit de l'aboutissement d'un processus qui vise la sécurité humaine collective

Au dernier congrès, nous avons souligné dans notre résolution combien « les profonds changements dans lesquels les peuples et la planète sont engagés appellent à redoubler les mobilisations populaires, la solidarité internationale pour mettre en échec les stratégies de domination et d'exploitation capitaliste qui instaurent humiliations, insécurités et violences. » Les événements vécus en 2019 ont non seulement confirmé qu'il s'agit d'une aspiration largement partagée mais que les peuples, dans la spécificité de leur combat, y sont pleinement engagés aujourd'hui pour un très grand nombre, et que la question de la solidarité internationale est cruciale.

« Nul ne peut prétendre que la dictature du capitalisme international a été solidement et durablement installée sur la mondialisation. » rappelait Bertrand Badie dans son essai *Nous ne sommes plus seuls au monde*. Et c'est une conviction que nous partageons.

La mondialisation recouvre aussi les possibilités pour les peuples, pour les forces du travail de construire un monde humain, non plus élitiste et fondé sur les injustices, les inégalités et le jeu des puissances et les logiques de domination et d'exploitation.

Le quotidien des relations internationales est désormais marqué par la prégnance des questions sociales et des inégalités et insécurités que la mondialisation capitaliste amplifie.

Mais l'alternative ne se trouvera pas du côté d'un « minilatéralisme » (G7 ou G20), cette politique de clubs qui exclut ceux qui sont confrontés à la souffrance. Ce minilatéralisme comme réponse à la fin de l'hégémonie occidentale peut se révéler tout aussi illusoire que l'hégémonisme d'antan. Cela prolongera la nature désordonnée et fragmentée d'un monde tiraillé entre d'impossible domination et la reproduction infinie d'instincts de puissance. Elle peut s'accomplir par une régionalisation du monde qui contiendrait les pulsions centrifuges en entretenant des espaces ordonnés autour de puissances régionales. Elle peut s'ordonner aussi autour d'un multilatéralisme, vidé de son sens, repensé en adéquation avec les logiques de vassalité.

C'est du côté des perspectives qu'ouvrent l'interdépendance, l'inclusion, la mobilité – qui constituent les données nouvelles de l'étape historique actuelle de la mondialisation – qu'il y a une « autre mondialisation possible » et qu'elle cherche à grandir.

Pour conforter un tel mouvement, la solidarité internationale sera l'atout essentiel des peuples, travailleurs et exploités, en lutte. Mais au vu de l'éclatement des forces émancipatrices et

transformatrices, des divisions et des affaiblissements des uns ou des autres, nous pensons indispensable de contribuer à inventer, avec toutes les forces disponibles, les nouveaux contours et outils de solidarité internationaliste qui renforcent les capacités libératrices des peuples et des travailleurs dans le combat pour dépasser le capitalisme, en unissant les forces progressistes de transformation sociale sans exclusive ; « un internationalisme des peuples et des travailleurs, des exploités, qui renforce les capacités émancipatrices des peuples dans leurs luttes et qui unissent autour de majorités d'idées et d'actions toutes les forces de transformation sociale engagées dans ce combat pour dépasser le capitalisme sans exclusion dogmatique. »

Prêts à prendre toutes nos responsabilités dans le combat politique, nous avons pour notre pays l'ambition qu'il « avec une vision et une action internationales de grande ambition pour notre peuple, pour l'Europe, pour le monde entier, et écrive une nouvelle page des relations internationales : Pour un monde de développement humain, social, démocratique et écologique partagé, de coopération et de solidarité. »

Là non plus il ne s'agit pas, et nous ne le faisons pas, de se payer de mots : la politique d'Emmanuel Macron entraînent notre diplomatie dans des impasses.

Les différents mouvements et soulèvements populaires actuels semblent l'avoir plonger dans une certaine torpeur – hormis quand il s'agit de manifester son appui aux forces d'extrême droite latino-américaine comme le montre la position française sur la crise vénézuélienne...

Là où les aspirations populaires mettent en cause les inégalités insoutenables d'un « capitalisme devenu fou » qu'il prétendait dénoncer lui-même, Emmanuel Macron reste coi ; là où l'extrême droite remet en cause l'Etat de droit dont il dit vouloir être le garant universel, Emmanuel Macron reste coi ; là où l'extrême droite, les néo- et islamo-conservateurs enchaînent les offensives militaires, Emmanuel Macron reste coi, les cas de figure se multiplient dangereusement ce 29 janvier, par exemple, avec la réaction officielle française au prétendu « plan de paix » Trump-Netanyahu qui projettent la création de rien de moins qu'un bantustan pour « régler » le « cas palestinien ». Et parallèlement, nous l'avons dit plus haut, sans aucune vision politique, les décisions et positions de politique internationale et européenne française sous la présidence d'Emmanuel Macron contribue à la dynamique de sur-militarisation du monde et des relations internationales, laissant sans réponse les enjeux du moment – de la paix au Proche-Orient au défi climatique – que celles des néo-libéraux ou des néo-nationalistes.

De ce point de vue les initiatives prises par Fabien Roussel et Jean-Paul Lecoq à l'Assemblée nationale le 26 septembre, celle de Pierre Laurent le 16 novembre au Sénat, les ordres du jour sur l'OTAN comme un certain nombre d'initiatives mentionnées dans ces pages et qui trouveront leur concrétisation au cours des mois à venir sont d'une importance capitale pour peser sur le rapport de forces international en menant la bataille dans un pays comme le nôtre où un consensus s'est installé dans les classes dirigeantes sur l'état de l'ordre mondial actuel et le rôle de la France dans ce contexte, et sur la priorité donnée par leurs politiques aux forces dominantes et forces du capital.